

RENCONTRE MARATHON DES CACIQUES DE L'APR

8h de *ndëpp** au Palais



*exorcisme

Tensions et reconciliations tous azimuts

P.2

AMINATA TOURÉ

**“Je n’ai pas
démissionné de l’Apr”**



P.3

WADE ET LES CHANTIERS DE TOUBA

**“Un membre de ma
famille va achever
les travaux”**

P.3



MOTS CROISÉS

P.10-11

**Des délires ethnistes
d’un ouvrage sur la
République**

Massaer Diallo (Politologue)

ITW - DAME BABOU (JOURNALISTE)

**“La presse est le
reflet de la société”**

P.14



LES “HISTORIQUES” DE L’APR REÇUS AU PALAIS

Macky Sall remobilise sa task-force de 2009

Un déjeuner bien particulier samedi dernier, au palais de la République. Ils étaient bien une quarantaine à se retrouver dans la salle des banquets. Figures célèbres, comme anonymes, ils étaient tout ouïe à écouter le speech du chef de l’Etat ? Qu’ont-ils en commun ? Tous des “historiques” de l’Apr, ceux qui furent à ses côtés dès les premiers moments de sa croisade vers la magistrature suprême. 2009.

Alors qu’il venait de démissionner de la présidence de l’Assemblée nationale et de tous les mandats obtenus sous la bannière du Pds, une poignée de fidèles avait tenu à l’accompagner. Création de l’Alliance pour la République ; participation plus qu’honorable aux élections locales sous la bannière de la coalition “Dekkal Ngor” la même année ; et, enfin la présidentielle de 2012 et la victoire au second tour avec 65% devant Me Wade. Entre-temps, beaucoup d’eau a coulé sous les ponts...

Macky Sall, en présence du Premier ministre Mahammed Dionne et du directeur de cabinet du président de la République, Mohamadou Makhtar Cissé, a délivré un message de cohésion, d’ouverture et de ras-

semblement à ses hôtes. Il a rappelé la particularité de l’Apr (un parti au pouvoir trois ans après sa création) et ses charges qui ne lui permettent plus d’assurer au quotidien la direction de la formation. Il a demandé à son “premier carré” d’encourager une plus forte implication des responsables dans la marche de leur parti, et de préparer les futures échéances. Il leur a également demandé de favoriser l’intégration des nouveaux adhérents.

“Tout a été revisité”, nous a expliqué un participant à la rencontre. “Tout”, selon des apéristes, c’est l’état de leur formation, la gestion de l’alliance “Benno Bokk Yaakaar” avec les alliés de la majorité présidentielle et les conflits internes. Partie dans la configuration “déjeuner suivi d’un tour de table”, la rencontre a finalement tiré en longueur pour ne prendre fin que vers 20 heures. Ils étaient tous là : les ministres Diène Farba Sarr, Mamadou Tall, Mbagnick Ndiaye, le nouveau ministre de la Jeunesse Mame Mbaye Niang ; le président de la commission des lois de l’Assemblée nationale, Me Djibril War et ses collègues députés Daouda Dia (premier questeur),

Farba Ngom ; le ministre-conseiller Luc Sarr ; les anciens ministres Benoît Sambou et Abou Lô ; la directrice de l’Agence nationale de la case des tout-petits, Mme Thérèse Faye. Sans oublier le ministre-conseiller du président de la République, en charge des affaires politiques, Mahmoud Saleh...

La rencontre a également vu des réconciliations que l’on croyait impensables il y a quelques semaines encore. C’est ainsi que Farba Ngom et Abou Lô ont pu fumer le calumet de la paix après des échanges verbales assez musclées. Souvent le discours était tellement brut qu’il fallait être endurant pour écouter. Mais Farba Ngom et Abdou Lô n’ont pas été le seul couple à réconcilier. Il y en avait aussi pour Woré Ndiaye et le ministre, “gaffeur” professionnel, Mbagnick Ndiaye. Tout comme les duettistes Daouda Dia et Amadou Dieng, tous les deux politiquement actifs dans le Fuuta. Reste à savoir si le message de mobilisation sera entendu, alors que beaucoup d’apéristes, qui considèrent qu’ils n’ont pas été assez “servis”, se sentent toujours frustrés... ■

PCA AIBD

Un petit mot sur Abou Lô, l’ancien Directeur général de l’Autorité de régulation des télécommunications et postes (ARTP). Adversaire déclaré de Farba Ngom, Abdou Lô qui avait été évincé après les échauffourées d’avant Locales, voit sa cote remonter. Il vient en effet d’être nommé Président du Conseil d’administration de l’Aéroport International Blaise Diagne (AIBD). Il remplace à ce poste, Mame Mbaye Niang, nommé ministre de la Jeunesse, de l’Emploi et de la Construction citoyenne. Abdou Lô était resté sans poste depuis son éviction, le 6 mai dernier, de la Direction de l’Artp. Eviction qui avait été interprétée comme une punition. Depuis, beaucoup de ses “amis” avaient fini par oublier le chemin de sa maison. Mais sans doute qu’ils vont le retrouver, maintenant qu’il a été nommé tout puissant PCA de l’AIBD Sénégal...

BUYOYA

Sur le tempo OIF, clin d’œil à un des candidats au poste de Secrétaire général que va quitter l’ancien président Abdou Diouf. Pierre Buyoya, lui aussi ancien président du Burundi, salive devant le fromage, qu’il veut enlever à la barbe du Mauricien Jean Claude de l’Estracet et au nez de la Canadienne Michaëlle Jean. Chacun des candidats fait le tour du monde pour promouvoir son profil. Et selon le magazine Jeune Afrique à paraître ce lundi, Buyoya qui séjourne actuellement en France, en Belgique et en Suisse, voudrait aussi se rendre au Canada. Selon JA, “l’enjeu de l’opération est de

tordre le cou à une rumeur selon laquelle Buyoya serait interdit de séjour au Canada pour cause de passé putschiste”. L’hebdo d’indiquer que l’intéressé n’est “pas très optimiste” et qu’il aurait confié à un responsable français : “s’ils me refusent le visa d’entrée, ce serait à cause de la candidature de Michaëlle Jean”. La bataille continue jusqu’en novembre donc.

OIF

Le Comité de pilotage de l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF), dirigé par Ousmane Paye, conseiller spécial du Secrétaire général de l’OIF, est arrivé à Dakar, hier dimanche, pour un séjour jusqu’à vendredi prochain. Une “mission qui intervient à moins de trois mois du Sommet de Dakar” et qui permettra de “voir l’état d’avancement des préparatifs”. Aussi, “plusieurs séances de travail sont prévues avec les différentes commissions de la Délégation générale pour l’organisation du XVe Sommet de la Francophonie (DGF)”, renseigne la note parvenue à EnQuête. Une conférence de presse conjointe est prévue à l’issue de cette mission d’évaluation, vendredi 19 septembre 2014 à 12h30 au Grand Théâtre.

DOUDOU NDIAYE MBENGUE

Lors de la cérémonie officielle du lancement du Réseau des femmes pour l’émergence, samedi dernier, au stade Alassane Djigo de Pikine, Doudou Ndiaye Mbengue, griot attiré du Président Sall, a fait une bourde qui a surpris plus d’un.

Devant plusieurs ministres dont Mariama Sarr, Moustapha Diop et Fatou Tambédou, mais aussi une pléiade d’artistes dont Fatou Guéwel Diouf, Aïda Samb, il s’est exclamé : “Dagnoo wara def lu gaaw ndax fii Pikine là” (on doit se dépêcher car nous sommes à Pikine)”. Et de l’avis de Pikinois, l’artiste voulait dire aux autorités qu’il n’y a pas de sécurité dans cette zone. Pourtant, disent certains, entre le domicile de la deuxième femme de l’artiste et le stade où se tenait la manifestation, il n’y a pas 1 km. Conscient de sa bétise, Doudou Ndiaye Mbengue a essayé de rectifier le tir, mais le coup était déjà parti.

DÉCOUVERTE MACABRE

Le corps sans vie d’une femme a été découvert en état de décomposition, dimanche, au quartier Abattoirs 5 de la Médina, a rapporté la Radio futurs médias (RFM). La victime est un médecin inscrit à l’Ordre des médecins du Sénégal, indique la même source, qui souligne que les voisins, ayant constaté que sa porte est restée fermée depuis des jours, ont alors alerté les sapeurs-pompiers. Le corps de la victime a été acheminé dans une structure hospitalière dakaroise, rapporte la radio.

SYTJUST

Dans le combat contre le virus Ebola, le Syndicat des travailleurs de la justice (Syjust) lance un appel au gouvernement “afin que soient prises des mesures de prévention dans les services de l’administration, où les travailleurs sont en

forte interaction avec les nombreux requérants du service public”. “Nous invitons aussi les centrales syndicales, les intersyndicales et les syndicats à s’impliquer activement à la sensibilisation dans le milieu professionnel pour y barrer la route au péril fiévreux. Car, de notre avis, cela procède de la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs”, ont soutenu les syndicalistes. Par ailleurs, les travailleurs de la justice ont salué la posture “efficace et patriotique” des acteurs de la santé qui, disent-ils, “avec un courage épique” font face au menace de la fièvre hémorragique Ebola.

LÉBOUE

Toujours concernant Ebola, le Grand Serigne de Dakar, Abdoulaye Makhtar Diop, a appelé, samedi à Dakar, les Sénégalais à éviter tout acte de discrimination envers des populations de pays touchés par la fièvre Ebola et plus particulièrement les Guinéens résidant au Sénégal. “Il faut éviter tous les actes discriminatoires ou de stigmatisation et vivre en paix et dans le respect avec les Guinéens au Sénégal afin que les Sénégalais qui sont en Guinée vivent aussi en paix là-bas”, a-t-il déclaré. Le Grand Serigne s’exprimait lors de la journée de sensibilisation sur la fièvre Ebola initiée par la collectivité léboue, en présence du ministre de la Santé et de l’Action sociale, Awa Marie Coll Seck.

PRIVATISATION

L’ONG “Action de Solidarité Islamique” a salué le vœu exprimé par les pouvoirs publics d’aller vers la privatisation totale de l’organisation du pèlerinage à La Mecque. Relevant que “c’est l’ASI qui a posé, il y a plusieurs années, le problème de l’accès de promoteurs privés à l’organisation du hajj”, l’ONG “suggère la mise en place, par la Présidence de la République, d’un comité ad hoc, chargé d’étudier exhaustivement la question et de lui soumettre rapidement ses conclusions”. Un comité ad hoc dont la mission, selon l’ASI, serait de mettre en place une “structure légère” dirigée par un commissaire au pèlerinage désigné par l’Etat et “chargée, pour le compte de l’Etat, de la supervision de l’ensemble des activités du pèlerinage et d’en faciliter la réalisation”. Avec un “cahier de charges” pour les voyageurs privés dont le milieu “devra être préalablement assaini et débarrassé de ses scories”, indique le communiqué de l’ASI.

UGB

L’Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis, à travers l’UFR de Sciences juridiques et politiques, a remporté pour la troisième fois le Concours africain de procès simulé. Cette 23e édition a eu lieu à l’Université de Nairobi au Kenya, du 1er au 6 septembre 2014, avec la participation d’une cinquantaine d’universités africaines. L’équipe de l’UGB a franchi les préliminaires, se qualifiant en finale pour la sixième fois en 10 participations. La finale a donc opposé l’Université Gaston Berger de Saint-Louis et l’Université de Nairobi (partie requérante) à l’Université de Pretoria et

l’Université Félix Houphouët-Boigny (partie défenderesse). Malgré l’apreté des plaidoiries, les juges ont désigné la partie requérante gagnante, faisant la joie de l’équipe sénégalaise. Encadrée par le Dr Mamoudou Niane (UFR SJP), celle-ci était composée de Mansour Fall et de Marguerite Thiaré, tous étudiants en Licence 3 de Droit de l’Entreprise.

CLERGÉ

L’archidiocèse de Dakar abritera, à partir de ce lundi, à Popenguine, la 38e assemblée générale du l’Union du clergé sénégalais (UCS), sur le thème “Le prêtre sénégalais face aux nouveaux défis de la famille”, renseigne un communiqué diocésain. Au moins 200 participants sont attendus à cette AG dont la cérémonie d’ouverture est prévue à 9 heures 30, indique la même source, précisant que cette rencontre se poursuivra jusqu’au 19 septembre. L’Union du clergé sénégalais regroupe les prêtres diocésains de l’ensemble des sept diocèses du Sénégal.

UN SÉNÉGALAIS MEURT EN ESPAGNE

La communauté sénégalaise de Lérída est frappée par le deuil avec le décès de Mamadou Baldé survenu samedi à l’hôpital Villanova de Lérída, suite à un accident de travail. Moussa Ba, Président de l’Association des Sénégalais de Lérída, qui donne la nouvelle, nous informe que notre compatriote a succombé à ses blessures après avoir reçu une barre de fer sur la tête dans son lieu de travail. A en croire Moussa Bâ, le défunt est âgé de 35 ans environ et est originaire de la région de Kolda. Il a aussi laissé entendre qu’il allait rencontrer la famille hier dimanche en vue de prendre les dispositions utiles pour entamer les procédures administratives et juridiques.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Boulevard de l’Est-Point E
Immeuble Samba Laobé Thiam Dakar
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général, Directeur de publication :
Mahmoudou Wane
Directeur de la Rédaction :
Momar Dieng
Rédacteur en chef :
Ibrahima Khalil Wade
Rédacteur en chef délégué :
Gaston Coly

Rédaction :
Sophiane Bengeloun, Matel Bocoum,
Bigué Bob, Adama Coly, Antoine De
Padou, Samba Diamanka, Seydina Bilal
Diallo, Georges Diatta, Viviane Diatta,
Aïda Diène, Khady Faye, Daouda
Gbaya, Mariétou Kane, Assane Mbaye,
Aliou Ngamby Ndiaye, Amadou Ndiaye,
Makhfouse Ngom, Fatou Sy,
Babacar Willane
Correcteurs :
Boubacar Ndiaye, Mansour Kane

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom, Joe Waly Diam

Service commercial :
maimounaenquete@gmail.com
Tél. : 33 825 07 31 - 778341190 -
774609428 - 774609459 -
774609105 - 774609475 - 774509154
Impression : **Graphic Solutions**

AMINATA TOURÉ EN VISITE À LA SICAP MBAO

“Je n’ai pas démissionné de l’Apr, j’y suis toujours une militante”

Quelques jours après avoir eu un long entretien téléphonique avec le chef de l’Etat, Aminata Touré a profité d’une rencontre hier avec l’Association des femmes pour l’appui au développement, pour rappeler son ancrage au parti présidentiel. Une formation politique dans laquelle elle se considère toujours comme militante.



— CHEIKH THIAM

C’est une Aminata Touré débordante d’énergie et très souriante, qui a fait une descente hier dans l’après-midi, du côté de Diamegueune Sicap Mbaou, en banlieue dakaroise, sur invite de l’Association des femmes pour l’appui au développement (AFAD). Sans protocole, ni garde de corps mais accompagnée de son chauffeur, Mimi Touré qui a pris visiblement du poids, quelques mois après avoir été démise de ses fonctions de Premier ministre, n’a pas été très bavarde en ce qui concerne son avenir politique. “Je ne me suis pas déplacé pour répondre aux questions politiques, mais pour célébrer les femmes du développement. Mais retenir que je serai toujours dans la scène du développement, et de la politique”, a soutenu d’emblée le prédécesseur de Mahammed Dionne. Mais face à l’insistance des journalistes, elle finit

par lâcher : “Comme vous le savez, je suis toujours dans mon parti d’origine (NDLR : APR). J’ai des contacts avec le président de la République. J’ai de ses news. Je n’ai pas démissionné de l’APR, j’y suis toujours une militante. Mais je mène tranquillement mes activités surtout celles qui ont des rapports avec le développement”. Et de poursuivre : “Pour moi, la politique, c’est l’art de bien gérer la cité. Il faudra que les Sénégalais conçoivent la politique de cette manière. Je continuerai à travailler dans ce sens de mon mieux. Et c’est le rôle de chaque citoyen.”

Sur le motif de son déplacement à Sicap Mbaou, elle a soutenu être passée pour offrir aux femmes membres de l’AFAD un moulin à mil pour les encourager à aller de l’avant. “De telles expériences peuvent se multiplier dans l’ensemble du pays”, a souhaité l’ex chef du gouvernement du Sénégal. ■

EN VISITE CHEZ LE KHALIFE DES MOURIDES AUX HLM

Wade prédit l’achèvement des travaux de Touba par un membre de sa famille

Après avoir dit au khalife des mourides son regret de n’avoir pas terminé les travaux de Touba, Abdoulaye Wade a donné l’assurance que cette tâche sera achevée par un membre de sa famille...

— AMADOU NDIAYE

“Je regrette de n’avoir pas terminé les travaux entamés à Touba mais je pense avec conviction que celui qui les achèvera fera partie de ma famille”. Ces propos de l’ex-président Abdoulaye Wade, rapportés hier au khalife des mourides par Me Madické Niang, ont suscité bien des interrogations. Ceux qui ont assisté à cette rencontre ont longuement épilogué sur la famille en question dont Wade fait allusion. L’ex-président parle-t-il de sa famille politique ou alors d’un membre de sa famille naturelle ? La question taraude donc les esprits même si, interrogés plus tard, des fidèles ayant fait le déplacement à la maison du khalife restent convaincus que le président Wade parle de son fils Karim, actuellement en détention à la Maison d’arrêt de Rebeuss.

Les inconditionnels du pape du Sopi sont venus en masse accueillir leur mentor, arrivé à 17h45 minutes à la résidence du khalife des mourides, sise aux HLM. Tout de blanc vêtu, Abdoulaye Wade, dès sa sortie d’une

Mercedes noire, a levé la main pour saluer cette foule devenue subitement hystérique. Des cris fusent de partout saluant cet homme à l’allure posée, le regard fixe et la mobilité affectueusement encadrée par des lieutenants comme Madické Niang, Diagne Fada...

Perchés sur les multiples balcons de cette immense bâtisse, hommes, femmes et enfants ont salué, filmé et applaudi l’arrivée du secrétaire général du PDS.

Le Khalife remercie Wade d’avoir respecté ses conseils

Loin de la foule composée de fidèles et de militants, le Khalife a félicité Wade pour ses actions envers le mouridisme mais aussi envers le Sénégal. “C’est à ton honneur ; partout dans le pays on retrouve tes actions que personne ne saurait effacer. C’est une chance que vous avez là et vous devez en remercier le Bon Dieu”, a déclaré le Khalife par le biais de son porte-parole, Serigne Bass Abdou Khadre. Qui poursuit à l’endroit du président Abdoulaye Wade :



“Lors de votre retour au Sénégal après 2 années d’absence, nous nous sommes rencontrés à Tawfekh et je vous avais demandé de ne jamais gâcher tout ce que vous avez fait pour le pays. Je constate aujourd’hui que vous vous êtes inscrits en droite ligne de ces conseils et je tiens à vous en remercier”. Serigne Cheikh Sidy Moctar priera ensuite pour ses visiteurs et pour le Sénégal. A 18h passées d’une trentaine de minutes, c’est la fin de la rencontre. Wade rejoint son véhicule sous les ovations de ses partisans. Place à présent aux longues file de fidèles qui attendent de renouveler leur allégeance à leur vénéré guide. ■

FONCIER

La commune de Malikounda ne donnera plus de terres à la commune de Mbour

La commune rurale de Malikounda a décidé de ne plus donner de terres à la commune de Mbour pour lotissement. Maguette, le nouveau maire de Malikounda, en a décidé ainsi. C’est en marge de la journée d’évaluation des élections locales que le coordonnateur de l’APR dans la nouvelle commune a fait cette déclaration avant de fixer les objectifs de l’équipe municipale à atteindre d’ici 5 ans.

“Pourquoi la commune de Malikounda continuerait à donner des terres à la commune de Mbour ? Nous sommes autonomes et d’égale dignité. Ces pratiques sont révolues. D’ailleurs il n’y a aucune disposition légale qui le justifie. Nous sommes une commune rurale. Nous avons besoin de nos terres pour nos agriculteurs et nos éleveurs”. Ainsi en a décidé le président de la commune rurale de Malikounda, Maguette Sène. Fini donc les dons de terre à la commune de Mbour pour des lotissements. La déclaration a été faite en marge d’une journée d’évaluation des élections locales dans son fief, à Mballing. Les représentants des 22 villages qui composent la commune étaient présents.

Cette décision participe d’une gestion nouvelle pour éviter le syndrome socialiste, Diak, comme on l’appelle dans son village. Il veut régler les problèmes de frontière de la commune. En effet, entre le Village de Roff et de Ndièmane, ainsi qu’à Mbodiène situé dans la communauté rurale de Nguèniène, il y avait un problème de

limites. Ceux de Roff reprochent aux autres d’empiéter sur leur terroir. “Les autorités administratives doivent s’impliquer pour que l’on sache nos limites réelles et on y mettra des piquets”, souligne le maire.

A sa suite, le nouveau maire de Malikounda, faisant le point sur son plan économique, a demandé aux 16 commissions mises en place par l’équipe rurale d’atteindre les objectifs qu’il s’est fixés d’ici 5 ans. Selon Maguette Sène, “tous les villages du département doivent être électrifiés. Pour les villages qui ont un problème d’adduction d’eau, l’équipe municipale doit tout faire pour qu’il y ait de l’eau potable”. Lors de cette rencontre, le nouveau maire s’est félicité des résultats obtenus par l’APR, lors des élections locales. Après avoir été devancé par le parti socialiste de 2 mille voix, lors des élections présidentielles de 2012, les apéristes ont renversé la tendance en battant le PS de 600 voix et mettant fin au règne sans partage du parti de Senghor depuis les indépendances. ■

ANDRÉ BAKHOUM (MBOUR)



Ecole Supérieure de Journalisme, des Métiers de l’Internet et de la Communication

Rentrée académique 2014/2015

Choisissez des métiers qui recrutent



★ Communication

★ Journalisme

★ Web & Multimedia



Stage assuré dès la 1ère année

Cours du jour et cours du soir (Licence, BTS, DTS)

Tel : +221 33 824 17 20 / Cell : +221 77 436 48 12
contact@ejicom.com – www.ejicom.com

AÉROPORT INTERNATIONAL BLAISE DIAGNE

Acte 2 de la délocalisation des populations

Après le recasement des villages affectés par la construction de l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), les responsables du chantier se lancent dans l'action sociale. Ils ont organisé, ce week-end, une caravane médicale et de distribution de vivres sur le site de recasement.



■ MAMADOU DIALLO (STAGIAIRE)

Aux abords d'une route poussiéreuse, sous une bâche bleue, plusieurs femmes accompagnées d'enfants âgés de moins de 10 ans environ prêtent une oreille attentive à une voix qui s'élève d'un brouhaha. Un jeune homme habillé d'un tee-shirt blanc, entouré d'une foule majoritairement composée des femmes, appelle des noms inscrits sur une liste. Ceux qui entendent leur nom se frayent difficilement un chemin pour, soit recevoir une moustiquaire, soit pour se faire consulter par un médecin ou recevoir des médicaments. Une dizaine de sacs de riz et de sucre sont entreposés tout près de l'entrée.

L'Aéroport Internationale Blaise Diagne (AIBD) organise des séances des consultations médicales gratuites et de remise de vivres aux populations des communes de Keur Mousseu et Diass. La caravane médicale et la distribution des dons se déroulent dans le site de recasement construit en trois zones par l'AIBD, récemment inauguré. Situé à quelque 4 km de

REPORTAGE

l'AIBD, il accueille les villages de khessoukhate, kathialite et Mbadate. Sa superficie totale est de 150 ha, dont 75 ont été entièrement aménagés afin d'accueillir ces villages. Pour le moment, seules quelques parcelles restent à construire. "300 logements sur 342 prévus sont entièrement achevés", explique le Directeur général de l'AIBD, Abdoulaye Mbodj. Les logements sont construits sur des parcelles de 400 m², avec eau et électricité. "Tout

le village de Mbadatte est déjà là. Certains bénéficiaires de deux autres villages (khesoukhate, kathialite) sont venus volontairement s'installer dans leurs nouvelles maisons", renseigne le DG avant d'indiquer que le dialogue se poursuit pour faire venir les récalcitrants qui hésitent encore à rejoindre le site de recasement. "Les chambres font une superficie de 3m sur 5. Ce sont des chambres conventionnelles à l'image de celles qui existent en milieu urbain", précise le responsable technique Alassane Ndiaye.

A une dizaine de mètres de la route, plusieurs femmes dont certaines avec des bébés au dos forment

une file indienne sous le soleil ardent. C'est là que s'effectue l'enregistrement des noms. De temps en temps, des 'motos taxis' communément appelés Jakarta transportant des clients empruntent l'artère. A l'intérieur de l'une des nombreuses maisons, une équipe médicale s'active intensément à recevoir des patients pour des consultations. "Une équipe de 50 personnes comportant 11 spécialités font en ce moment des dépistages et des diagnostics. La maladie dépistée est le cancer du col de l'utérus", explique Dr Choréa. Et le chef de l'équipe médicale de poursuivre : "nous faisons également de la sensibilisation sur le virus hémorragique Ebola, le choléra, le cancer...etc.". A en croire le Dr, l'équipe a reçu environ 500 personnes depuis le matin. A côté de ces consultations, de nombreux jeunes garçons ont pu également être circoncis.

Devant la porte d'un petit bâtiment annexe, dans la cour de la maison transformée en poste de santé pour l'occasion, des dizaines de personnes dont certaines venues des villages riverains se bousculent pour recevoir leurs médicaments. "Depuis plusieurs jours, je ne me porte pas bien. Le médecin m'a remis une ordonnance après la consultation et je viens de recevoir les médicaments", dit joyeusement une patiente en exhibant d'un petit sachet une boîte de médicaments et quelques tablettes de paracétamol. Certaines personnes souhaitent une amélioration du service. "Depuis 7 h du matin, nous sommes là, on n'a pas pris le déjeuner. On n'a pu faire les consultations mais le service est très lent pour la remise des médicaments", dénonce Mayacine Fall.

Au cours de cette caravane, plus de 5 mille moustiquaires doivent être distribuées. "Il y a beaucoup de moustiques ici. Je pense que ces

moustiquaires nous aideront à dormir en paix et à nous préserver contre le paludisme surtout en cette période d'hivernage", espère un bénéficiaire du nom d'Aliou Ciss. Par ailleurs, 155 sacs de riz et 120 sacs de sucre ont été distribués à la population. Le Directeur général de l'AIBD, Abdoulaye Mbodj, affiche toute sa satisfaction. Pour lui, les premiers bénéficiaires de l'AIBD sont d'abord les populations environnantes. "Le futur de ce territoire est radieux à cause de cette infrastructure qui est au cœur du pôle économique situé autour de l'axe Diamniadio et Mbour. Les dons sont certes insuffisants mais, c'est un acte qui est loin d'être négligeable", précise-t-il. Le Sous-préfet de Keur Mousseu, Makhtar Mbengue, pour sa part salue la bonne coopération des villageois. "Le sacrifice vaut la peine pour l'intérêt général de tous les Sénégalais. Nous saluons votre courage, car vous avez accepté de donner ce que vous avez de plus cher au monde", apprécie l'administrateur territorial.

Equipements sociaux

Au beau milieu des trois villages, un projet annexe pour les équipements sociaux est encore en cours de construction. Les maçons sont à pied d'œuvre sur le chantier. Quelques bœufs broutent avidement de l'herbe, abondante en cette période de saison de pluie, aux abords des constructions. Au total, 6 mosquées dont une grande et 5 petites sont en train d'être réalisées. Outre ces lieux de culte, un poste de santé et une école de 12 classes ont déjà pris forme. Cependant, les inquiétudes demeurent chez les villageois. "L'école est inachevée jusque-là alors que la rentrée scolaire est fixée pour le 29 prochain", s'inquiète le chef du village de Mbadatte, Aliou Faye. A cet effet, Alassane Ndiaye rassure : "L'école va bel et bien accueillir les élèves à la rentrée. Il ne reste plus que la toiture à faire et l'AIBD va équiper l'école en tables-bancs". Le site de recasement est baptisé Médinatou Salam par l'imam 'ratib', selon le vieux Faye. Mais lui et les autres habitants tiennent à l'ancien nom de leur village. Pour eux le nom de Mbadatte ne doit pas disparaître même s'ils ont été délocalisés. Ainsi, ils comptent baptiser un quartier de ce nom pour perpétuer leur histoire qui date du 16ème siècle. ■



POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES Le ministre Moustapha Diop lance le réseau pour l'urgence



Le ministre délégué chargé de la Microfinance et de l'Economie solidaire, Moustapha Diop, en compagnie de sa collègue Mariama Sarr, ministre de la Femme et de l'Enfance, ont procédé avant-hier à Pikine au lancement du Réseau des femmes pour l'urgence (RFE). Le ministre a expliqué la démarche par le fait que les femmes constituent la majorité de la population nationale avec 52%. Elles représentent plus de 39% de la population active, 70% de la force de travail surtout en milieu rural, 70% des actifs du secteur non structuré, 15% des effectifs du secteur public et moins de 4% des effectifs du secteur privé formel. C'est pourquoi, dira-t-il, le RFE vient à son heure. "Il a été noté, depuis plusieurs années, un manque de dynamisme des organisations de représentation de femmes entrepreneuses". Le RFE aura pour mission de concrétiser la vision du chef de l'Etat d'opérer une discrimination positive en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes et des filles, a avancé le maire de Louga.

"Le président de la République nous a instruits de promouvoir dans le cadre d'un réseautage planifié, d'une approche inclusive et participative des organisations faitières de femmes entrepreneuses, afin de faire éclore de véritables capitaines d'entreprises, à travers le territoire national, avec des projets économiquement viables, socialement faisables, innovants et créateurs de valeur ajoutée", a ajouté le ministre devant une pléthore de femmes venues de toutes les régions du Sénégal. Selon lui, l'urgence est dans la mise en place d'un dispositif opérationnel permettant au plus grand nombre de femmes entrepreneuses de produire plus de richesses et d'emplois, pour améliorer leur niveau de vie.

Le ministre a insisté sur le fait que son ministère se propose de mettre à la disposition des Femmes du Réseau des financements conséquents susceptibles de réduire rapidement la prévalence de la pauvreté et de l'indigence chez les bénéficiaires. "A terme, notre objectif est de faire des membres du Réseau les fers de lance de notre émergence économique, sur les principes de base de l'économie sociale et solidaire dont les vertus cardinales viennent d'être portées au grand jour par la création d'un département ministériel", a conclu M. Diop. ■

CHEIKH THIAM

75 pour cent des travaux achevés

"On estime en ce moment l'état d'avancement des travaux à environ 75%. Les 25% qui restent concernent les finitions des travaux de façon générale, le remblaiement de la zone de Mbadatte mais surtout les équipements de l'aéroport, de navigation aérienne, les chaises pour les voyageurs...etc.". Ces propos du Directeur général de l'Aéroport International Blaise Diagne traduisent une satisfaction générale tirée de la construction de l'AIBD. Les principaux acteurs de ce projet en cours de réalisation ont organisé durant le week-end une session d'information et de partage sur la construction de l'Aéroport.

Construit sur une superficie de 42 mille m² pour un coût global estimé à environ 400 milliards de francs CFA à la fin des travaux, l'AIBD fait le double de l'Aéroport International Léopold Sédar Senghor (AILSS). A en croire les responsables, bientôt les premiers avions feront leur atterrissage. "Suivant le planning qui a été fait, le 1er atterrissage d'avion est prévu en juillet 2015. Toutes les parties prenantes sont en train de travailler pour atteindre cet objectif", a expliqué le Directeur général. ■

M. DIALLO

MARIE SIBY (CHARGÉE DES SYNDICATS AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE)

“Remettre en cause le nouveau découpage de l'année est inopportun”

Une semaine seulement après la tenue des Assises nationales de l'éducation nationale, le Grand cadre des syndicats des enseignants du Sénégal est revenu à la charge pour fustiger l'attitude du ministère de l'Éducation nationale à vouloir violer la loi qui délimite le calendrier scolaire. La conseillère technique du ministère de l'Éducation, chargée des syndicats, des affaires sociales et des questions de genre, apporte dans cet entretien sa part de vérité. D'après Mme Marie Siby, “remettre en cause le nouveau découpage de l'année scolaire est inopportun” et le décret qui organise le calendrier scolaire est pris chaque année.

■ PAR ALIOU NGAMBY NDIAYE

Les enseignants ont été bloqués par un dispositif sécuritaire. Pourtant selon les termes de Souleymane Diallo, Secrétaire général du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (SELS), ils étaient venus non pas pour un sit-in mais pour rencontrer leur ministre de tutelle. Qu'est-ce qui s'est réellement passé ?

Je ne puis vous dire avec exactitude quelles ont été les motivations des syndicats ce jour-là. Par contre, à l'instar de tout le monde, j'ai entendu Mamadou Lamine Dianté, coordonnateur du Grand Cadre, lancer “un appel à l'ensemble des Sénégalais, épris de justice et d'équité “pour leur présence au “sit-in” que ladite structure organise devant le Ministère. Quant au refus du Ministre de les recevoir, je rappelle que comme à l'accoutumée, ils peuvent le saisir par les voies habituelles en cas d'urgence. Mais, au moment où ils étaient au MEN, se tenait le Conseil des Ministres.

Une semaine seulement après la tenue des Assises, les syndicats fustigent déjà l'attitude du ministre. On est en droit de se demander alors à quoi ont servi les Assises ?

Les Assises ont permis aux Sénégalais de proposer une nouvelle école, dans un nouveau cadre et suivant une nouvelle démarche. Par respect pour ces milliers de militants de l'école, on ne peut pas remettre en cause l'extraordinaire travail abattu pendant près de 12 mois. Il faut aussi faire la part des choses entre les réactions de certains syndicats et les Assises, qui sont loin d'être un cadre de gestion des plates-formes revendicatives. Les récriminations des syndicats ne peuvent et ne doivent pas entamer l'espoir des populations au sortir de ces importantes concertations. Cependant, il est évident que la stabilité du secteur est un déterminant fort dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions des Assises. En attestent les instruments de stabilité sociale proposés pour accompagner le processus. C'est pourquoi nous lançons un appel pour plus de sérénité. Notre école en a besoin.

Les syndicalistes reprochent au ministre d'avoir une méthode cavalière. Est-ce à dire qu'il n'est



pas possible de discuter sur certaines questions avant la prise de décision ?

Dès sa prise de service et à la première rencontre avec les syndicats, le Ministre a marqué toute sa disponibilité à discuter avec l'ensemble des acteurs sur les questions d'éducation. Maintenant, la question est de savoir si la nécessité de concertation devrait ôter à l'autorité le pouvoir de décisions ? Je pense que non. Il faut se concerter mais la concertation ne doit pas inhiber la puissance publique, garante de l'intérêt général. La responsabilité de la gestion du secteur lui incombe et il a obligation de rendre compte dans ce cadre.

Vous avez fixé la rentrée scolaire au 29 septembre. Le Grand cadre des syndicats d'enseignants affirme que vous avez violé une loi. Laquelle, selon les syndicalistes, veut que l'année scolaire s'étende du 1er octobre au 31 juillet ?

Nous leur demandons de nous donner les références de cette loi et les dispositions seront prises pour corriger ce dysfonctionnement. Dans un pays de droit, si un citoyen estime qu'une loi est violée par un décret, il dépose un recours auprès de la Cour suprême pour que le décret soit cassé. C'est un décret qui a toujours organisé le calendrier scolaire et il est pris chaque année. Au sortir des Assises de l'Éducation au cours desquelles il a beaucoup été question de

rupture, remettre en cause le nouveau découpage de l'année est inopportun. Nous devons commencer par rompre d'avec les anciennes pratiques pour le bien de nos enfants. Et, au moment où des acteurs mènent la “campagne oubi tey jang tey”, toutes les énergies devaient être mobilisées autour de cette action de haute portée civique. Par ailleurs, en tant qu'enseignant, nous devons être les premiers à appeler au respect des lois et de la réglementation en vigueur.

Et s'il y a des enseignants qui ne se présentent pas dans les établissements scolaires à la date indiquée ?

Je ne dirais pas qu'ils ont failli à leur mission, mais ils n'auront pas respecté la réglementation. Dans les normes, toute personne qui enfreint la réglementation sait qu'il s'expose à des sanctions.

La rentrée des classes pour les élèves, c'est aussi le 08 octobre. Est-ce que l'ensemble des établissements scolaires seront fonctionnels si l'on sait que nous sommes en période d'hivernage ?

Le ministre a rencontré l'ensemble des Inspecteurs d'académie pour les dispositions à prendre pour que la rentrée se passe dans les conditions les meilleures.

Depuis l'arrivée de Serigne Mbaye Thiam, les enseignants disent avoir constaté que la commission de la gestion démocratique du personnel enseignant ne fonctionnait plus. Du coup, ils parlent de dissolution qui ne dit pas son nom. Expliquez-nous les raisons de cette léthargie.

La dernière réunion de la Commission Gestion démocratique date de 2009, et la léthargie était due en partie aux perturbations qui ont plus centré sur les énergies sur les revendications. Le vendredi 22 août 2014, a été tenue une rencontre entre le MEN et les partenaires (syndicats et société civile) qui avait pour objet la gestion démocratique. C'est ainsi que la proposition de relance des activités de ladite commission a été faite avec la liste des points à examiner en priorité. Et je dois dire que si cette Commission est instituée, elle n'a jamais été formalisée à travers un cadre réglementaire. Pour ce faire, Monsieur le Ministre a donné instruc-

tion aux services compétents du MEN pour la saisine des autres départements ministériels concernés en vue de l'élaboration d'un projet de texte régissant ce cadre de concertation.

Les syndicalistes évoquent également des manquements liés à l'utilisation du logiciel Mirador. Ils ont même employé le vocabulaire fiasco. N'est-il pas plus judicieux d'attendre que le logiciel soit vraiment fonctionnel pour l'introduire ?

Qui parle de fiasco ? Cette année, le mouvement a enregistré plus de candidats que les années précédentes avec plus de 14 000 demandes individuelles. Ce jour à 19 heures 38 (hier), on était à 30 696 inscriptions. Si le logiciel n'était pas fonctionnel, on n'aurait pas atteint ce chiffre. Le 19 juin 2014, les syndicats ont invité le MEN à une rencontre sur MIRADOR, au cours de laquelle ils ont pris l'engagement d'accompagner le ministère dans le processus de mise en œuvre de cette application. Lors de cette réunion, les représentants du MEN en l'occurrence le DPRE (direction de la planification et de la réforme de l'éducation) et la DRH (direction des ressources humaines) avaient demandé aux syndicats de leur proposer une feuille de route pour plus d'efficacité dans la démarche. Feuille de route qui, jusqu'à présent, est attendue. MIRADOR assure aujourd'hui une gestion transparente et rationnelle des ressources humaines et un suivi permanent de la mobilité des personnels. Toutefois, comme toute innovation, il y a des résistances, ce qui ne va pas nous faire reculer en si bon chemin, tout le système gagnerait à parfaire ce système de gestion. Notre conviction est que personne ne peut arrêter le progrès.

Un enseignant en position de stage retourne à son académie après sa formation à la Fastef. Pourquoi le ministre décide de les réaffecter. N'est-ce pas là une violation du droit des enseignants ?

Aucun droit n'est violé d'autant plus que la Loi 61/33 du 15 janvier 1963 qui encadre entre autres les sorties temporaires et définitives des agents est claire sur la période de mise en position de stage qui excède six mois. En effet, l'agent ne peut plus prétendre occuper son poste d'origine à son retour. Dans le secteur de l'éducation, la durée du stage varie entre un et deux ans selon le cycle et on ne peut malheureusement pas faire de réservation de place. La commission de mutation essaie dans la mesure du possible de les mettre soit dans l'établissement où ils ont servi, dans la circonscription ou la région, à défaut, ils vont là où le besoin se fait sentir. Au moment où il est beaucoup question d'équité dans l'allocation des ressources, les dispositions seront prises pour que l'ensemble des enfants sénégalais puisse profiter du professionnalisme et de l'expertise des enseignants.

Comment expliquer alors que des agents qui font des concours professionnels ne parviennent pas à bénéficier de la formation indiquée ?

Il n'a jamais été question de freiner le développement personnel d'un agent en l'empêchant de renforcer ses capacités. Par contre, il s'agit pour le système de réorganiser le dispositif afin de ne pas dégarnir les classes. C'est la raison pour laquelle, il est demandé aux candidats à une formation de déposer leurs dossiers de mise en position de stage avant le 30 mai de chaque année, date butoir pour pourvoir le poste qu'il va libérer dans le cadre du mouvement national. Cette question de renforcement de capacités dans des structures autres que celles en charge de la formation des enseignants pose un certain nombre de problèmes : l'enseignant est tenu de demander une autorisation de participer à ces concours, ce qui n'est pas souvent le cas. Cela rend difficile la prise en compte du poste qu'il occupe dans les prévisions. Le MEN n'a pas aussi à s'adapter au rythme des Instituts et autres Ecoles de formation dans le cadre de la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Toutefois, tout enseignant devant bénéficier d'une mise en position de stage au-delà des dates prévues par le MEN peut reporter son inscription à l'année n+1. Pour les enseignants des disciplines en déficit, le ministère est confronté à d'énormes difficultés et tout le monde sait que l'absence de professeur est l'une des causes majeures de grève des élèves et de manifestation des populations. D'ailleurs pour pallier ce déficit, le MEN a recours à des solutions alternatives telles que l'utilisation de ressources numériques. Entre la volonté de l'individu et l'intérêt général, il y a un arbitrage à faire pour procéder par ordre de priorité dans les choix à opérer. Je laisse les Sénégalais apprécier.

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Amadou Ba, a préconisé une révision du régime indemnitaire des fonctionnaires. Les enseignants trouvent que c'est un programme d'ajustement pour appliquer les recommandations des Assises. Quel commentaire cela vous inspire ?

Aucun commentaire, de tels propos n'engagent que la personne qui les a tenus.

Peut-on dire aujourd'hui que l'affaire de la fraude dans le concours des élèves maîtres est derrière nous. Quelles sont les dispositions qui ont été prises pour que pareille situation ne se reproduise à l'avenir ?

Bien sûr, les 690 ont été remplacés et les candidats concernés devaient rejoindre leur centre de formation avant le 05 septembre sous peine d'être remplacés, ce qui du reste est déjà fait. Pour sécuriser davantage le concours, de nouveaux textes sont pris. ■

DAVID CAMERON APRÈS L'EXÉCUTION DE DAVID HAINES PAR L'EI

“Ce ne sont pas des musulmans, ce sont des monstres”



“David Haines était un héros britannique, a martelé le Premier ministre lors d'une conférence de presse ce dimanche midi. Le fait qu'un travailleur humanitaire ait été capturé, détenu et brutalement assassiné aux mains de l'Etat islamique résume ce que cette organisation représente : ils attaquent et massacrent des milliers de gens, musulmans, chrétiens, appartenant à des minorités à travers l'Irak et la Syrie”. Une allusion directe aux populations de confession chiite, chrétienne ou encore yézidie en Irak et en Syrie.

“Ils prétendent le faire au nom de l'Islam. Ce sont des foutaises ! L'islam est une religion de paix. Ce ne sont

pas des musulmans, ce sont des monstres. Nous ne pouvons ignorer cette menace contre notre sécurité et celle de nos alliés, il nous faut affronter cette menace. Pas à pas nous devons repousser, démanteler et au final détruire l'EI et ce qu'il représente. Nous le ferons de façon pesée, et avec calme, mais avec une détermination de fer. Nous ne le ferons pas seuls mais en travaillant étroitement avec nos alliés, pas seulement les Etats Unis et l'Europe mais aussi dans la région”.

La manière dont pouvait s'organiser la riposte était précisément à l'ordre du jour de cette réunion interministérielle de crise, appelée Cobra, à Londres, ce dimanche matin.

Participaient aux travaux de hauts responsables de la hiérarchie militaire.

“Un message aux alliés de l'Amérique”

L'objectif de l'organisation Etat islamique est clair : il s'agit de garder les dirigeants occidentaux sous pression et de tenter de leur mettre à dos l'opinion publique. Dans cette stratégie de communication, le moindre de détail à son importance d'où le choix de la mise en scène des exécutions : un bourreau s'adresse aux dirigeants occidentaux, leur reproche leurs décisions puis passe à l'acte en tuant sa victime et enfin il présente un nouvel otage qu'il menace d'exécuter.

Le choix de l'exécution par décapitation est également fort : l'acte est fort, dur et marque les esprits en renforçant la réputation de férocité des jihadistes. Pour intimider les populations en Syrie en Irak, les jihadistes de l'Etat Islamique publient quasi quotidiennement des vidéos de carnage et de crucifixion. ■ RFI.FR

LIBERIA : EBOLA

Dix responsables limogés pour avoir désobéi

La présidence libérienne a publié dimanche la liste des dix hauts responsables, dont deux secrétaires d'Etat du ministère de la Justice, limogés pour avoir désobéi à l'injonction en août de rentrer au pays pour participer à la lutte contre l'épidémie d'Ebola.

Les services de la présidente Ellen Johnson Sirleaf avaient annoncé ce limogeage le 26 août, sans révéler l'identité ni le nombre des responsables concernés. Mme Sirleaf a ordonné le retour de tous les ministres se trouvant à l'étranger en vertu de l'état d'urgence décrété le 6 août au Liberia, devenu le plus touché par l'épidémie.

Ces dix responsables ministériels sont relevés de leurs fonctions “avec effet immédiat”, selon un communiqué officiel, citant la présidente qui leur reproche “d'avoir fait preuve d'insensibilité pour notre tragédie nationale et de désobéissance à l'autorité”.

En outre, cinq responsables de conseils d'administration ou municipaux dont les déplacements ne sont pas soumis à une autorisation présidentielle, notamment des compagnies pétrolières, d'électricité et d'eau, sont soumis à un blocage de toutes leurs rémunérations jusqu'à leur retour, selon le texte.

Cette mesure vise également huit responsables locaux, la plupart en poste dans la province de la capitale, Monrovia, l'une de celles où la contamination progresse le plus vite.

L'épidémie d'Ebola, la plus grave depuis l'identification de cette fièvre hémorragique en 1976, a tué plus de 2.400 personnes, dont la moitié au Liberia, sur 4.784 cas en Afrique de l'Ouest, selon le dernier bilan annoncé vendredi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). ■

(AFP)

AFRIQUE DU SUD

Une ministre espère que Pistorius sera rejugé

La ministre sud-africaine de l'Education et présidente de la Ligue des femmes du parti au pouvoir, Angie Motshegka, a déclaré ce week-end qu'elle espérait qu'Oscar Pistorius serait rejugé en appel, regrettant qu'il échappe au verdict de meurtre, selon sa porte-parole.

“Elle est déçue par le jugement et espère que le parquet va faire appel (...)”, a déclaré à l'AFP sa porte-parole Troy Martens, soulignant que Mme Motshegka ne contestait nullement le jugement mais le trouvait “injuste pour les femmes”.

“Elle n'est en aucun cas avocate elle-même mais elle estime, à titre personnel, qu'Oscar a échappé au verdict de meurtre pour des raisons techniques, et elle voudrait que ce soit

testé devant un autre tribunal, car il y a eu beaucoup d'avis différentes sur le jugement”, a poursuivi Mme Martens.

Le verdict rendu jeudi et vendredi contre le champion paralympique a stupéfait de nombreux juristes sud-africains dont certains ont même estimé que la juge Thokozile Masipa, s'était trompée voire contredite malgré sa longue expérience.

L'athlète, qui a été le plus grand ambassadeur du handisport mondial de tous les temps jusqu'au drame,

était accusé d'avoir intentionnellement abattu sa petite amie Reeve Steenkamp chez lui en 2013.

Il a été finalement reconnu coupable d'homicide involontaire, une peine passible de prison mais pas automatique, qui sera débattue et prononcée le mois prochain.

Le jeune homme de 27 ans, double amputé et équipé de prothèses pour courir, a toujours affirmé qu'il avait ouvert le feu par erreur sur la porte fermée des WC de sa chambre pour neutraliser un cambrioleur, après un bruit suspect.

Personne en Afrique du Sud ne conteste que la juge ait eu des raisons d'écarter la préméditation, c'est-à-dire l'intention de tuer Reeve, faute de preuves irréfutables suffisantes.

Mais beaucoup refusent d'admettre que Pistorius n'ait pas mesuré les conséquences de son geste et la possibilité de tuer la personne se trouvant derrière la porte, quelle qu'elle soit, en tirant quatre fois à balles expansives avec son 9 mm.

Dimanche, l'émotion nationale était



loin d'être retombée. “Est-ce que c'est ça la justice ?”, questionnait un gros titre du Sunday Independent en page intérieure. “S'il est important d'accepter que nos tribunaux prennent des décisions basées uniquement sur les preuves qui leur sont présentées, il est non moins important que ceux qui ne sont pas satisfaits puissent faire appel (...)”, estimait son éditorialiste.

“Le parquet contre Oscar: ce n'est pas fini”, “La juge sous le feu des critiques”, soulignaient les autres Unes de la presse dominicale, City Press et Sunday Times affirmant que le parquet fera probablement appel et y travaille déjà. ■

(AFP)

COMMISSION ÉLECTORALE EN CÔTE D'IVOIRE

Le FPI quitte le navire

Le Front populaire ivoirien, le parti fondé par Laurent Gbagbo, a voté samedi son retrait de la Commission électorale indépendante. Réunis en comité central, les militants ont voté à 138 voix pour et 119 voix contre. Les deux représentants de l'opposition avaient déjà suspendu leurs activités au sein de la CEI faute d'avoir pu trouver un accord sur la constitution du bureau vendredi dernier - cette fois il s'agit donc d'un retrait total.

Le FPI avait déjà suspendu sa participation à l'instance électorale pour dénoncer la reconduction à sa tête de Youssouf Bakayoko. Cette suspension, pour beaucoup au FPI, n'a pas permis d'obtenir une modification de la commission telle que la souhaitait le parti d'opposition.

Au terme d'un vote, une majorité des membres du comité central s'est donc prononcée pour un retrait total, mais cette option l'a emporté de justesse, avec 53% des votes seulement. Une décision, lourde de conséquences avec les élections présidentielles qui se profilent en octobre prochain et qui ne fait pas

du tout l'unanimité, mais elle est nécessaire selon Franck Anderson Kouassi, secrétaire national du FPI chargé de la Communication.

“La suspension ne voulait pas dire qu'on y resterait définitivement. La suspension c'était en attendant que le gouvernement se ravise et que les conditions du consensus

soient obtenues. C'était pour permettre à la discussion d'aboutir. Mais là, le comité central a décidé que le parti se retire purement et simplement” explique au micro de RFI Franck Anderson Kouassi.

Bakayoko en ligne de mire

Le congrès du FPI se réunira à mi-décembre et il n'est pas exclu que le congrès se penche de nouveau sur cette décision qui n'est pas irrévocable. Le parti au pouvoir, le RDR, encourage le FPI à faire marche arrière, dans un communiqué intitulé “La porte reste toujours ouverte pour le retour du FPI à la CEI”, mais dans ce même communiqué, le Rassemblement des républicains défend le patron de la CEI, face aux accusations du FPI qui accuse

Youssouf Bakayoko d'être “à l'origine de la crise post électorale”.

Des tensions depuis la présidentielle de 2011

Les relations entre la CEI et le FPI ont été compliquées dès le départ. Le rôle joué par la commission dans l'élection de l'actuel président Alassane Ouattara, en annonçant sa victoire face à Laurent Gbagbo, a toujours été un point de crispation entre les deux organes. Le FPI l'avait d'ailleurs intégrée qu'en août dernier et cette décision avait provoqué de vives discussions.

La CEI est composée de 17 membres dont un représentant de la République, 4 partis au pouvoir et 4 partis de l'opposition. En se retirant de l'équation, le FPI déstabilise l'équilibre de cette commission. ■ RFI.FR

ÉCOLE NATIONALE DES OFFICIERS D'ACTIVE (ENOA)

Au cœur du sanctuaire des “Jambaar”

Le vendredi 1er août avait eu lieu la sortie de la 32ème Promotion de l'Ecole Nationale des Officiers d'Active. En sacrifiant à cette tradition, l'école posait un nouveau jalon dans la marche vers l'excellence à laquelle elle s'est astreinte. *EnQuête* propose une immersion au cœur de la célèbre et énigmatique académie de formation de l'élite militaire sénégalaise et africaine. Bienvenue au sanctuaire d'honneur du “Xel”, du “Jom” et du “Fit”.

■ NDEYE FATOU NIANG (THIES)

En arpentant le pont qui enjambe le grand canal ceinturant la face sud-ouest du domaine de l'ex-base aérienne du camp militaire de Thiès, le visiteur ne manque de s'interroger sur le mystère que cache l'imposant portail qui se dresse en face de lui, surmonté d'une enseigne lumineuse aux couleurs bleu ciel, sur laquelle peut se lire l'inscription : “ÉCOLE NATIONALE DES OFFICIERS D'ACTIVE”. Là, les rues sont désertes. Le chemin de l'honneur, jalonné de gros caillécdrats et prolongeant l'entrée principale de la base, est étrangement vide. Nous sommes au cœur de la base des forces de la zone militaire n°7.

Le temple du savoir regroupe, entre autres, l'Ecole de l'armée de l'air (EAA), l'Ecole d'application d'infanterie (EAI), les Bataillons des commandos, des blindés, le Centre d'entraînement tactique. La rigueur de la tenue et de la posture et l'air grave des hommes de garde trouvés au poste de police, non seulement invitent à la discipline, mais renseignent sur la solennité des lieux. Le silence et l'ordre qui y règnent ne sont perturbés que par le gazouillis des oiseaux, du haut des arbres, et autres rapaces qui profitent du calme et de la qualité du micro climat de la base aux allures d'une forêt classée. Ou encore, par l'écho de “Gloire aux Jambaar” entonné par des élèves officiers en ordre serré et à l'allure chevaleresque.

Tout près de ces arbres, deux bâtiments où logent les élèves officiers d'active meublent le décor. Au centre du dispositif, la cour de la Devise encadrée par deux cases fait face au poste de commandement de l'école. Le réfectoire, la piscine, une attraction pour les populations locales dépourvues d'air marin, le stade de foot, le repaire de la Compagnie de support donnent aux lieux une âme. Plus loin, des salles d'instruction, de cours, l'amphithéâtre, un garage mécanique, une buanderie, un service de casernement, entre autres, complètent le décor. De l'autre côté du Carré d'armes, l'avenue des Chemins de l'honneur sépare l'école de la zone vie des cadres et du domicile du Commandant de l'école.

Un produit très prisé

L'Enoa est une Académie militaire d'enseignement supérieur dont le label d'excellence est reconnu au-delà de nos frontières. Créée par le décret numéro 81-689 du 08 août 1981, l'Enoa a ouvert ses portes le 04 janvier 1982. En fait, au lendemain de l'Indépendance, les premiers



Cadres officiers, en nombre limité, provenaient de l'Armée française. La politique de formation aussitôt entreprise, d'abord axée sur les Ecoles françaises, devait s'étendre, par la suite, à d'autres pays tels que Madagascar, le Maroc, la Côte d'Ivoire, la Grande Bretagne et l'Egypte.

Saisissant l'occasion offerte par la déconcentration des formations militaires du Cap-Vert sur l'ex-base aérienne de Thiès en 1981, l'école sera installée dans les anciens locaux du Centre National d'Education Populaire et Sportive (Cneps). Sa création a marqué une étape importante dans l'histoire de la formation militaire au sein des Forces Armées. En effet, les jeunes officiers d'active de l'Armée de terre sont désormais formés dans un moule sénégalais et d'une manière adaptée aux réalités et aux besoins du pays.

“772 officiers armés”

L'Ecole nationale des officiers d'active a formé, en 33 ans, 772 officiers dont 300 en provenance de 17 pays de la sous-région : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Cap-Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Gambie, le Guinée, Madagascar, le Mali, le Niger, la République Centrafricaine, le Tchad et le Togo. La mission principale de l'Enoa, qui est une Ecole militaire d'enseignement supérieur, est de former, en deux ans, des officiers d'active destinés à l'encadrement des formations des Armées, de la Gendarmerie nationale et de la Brigade nationale des Sapeurs-pompier.

Elle participe aussi au perfectionnement des officiers en cours de carrière et à la formation des officiers de réserve. La formation des élèves officiers d'active (Eoa), qui vise à conférer une compétence professionnelle générale, comporte quatre volets

essentiels qui les prédisposent à l'exercice de leurs futures responsabilités de chef de section. Il s'agit de l'instruction militaire, tactique et technique, de la formation militaire générale, de l'entraînement physique et sportif et de la formation civique, morale et à l'exercice de l'autorité.

De plus, les élèves officiers bénéficient d'un enseignement académique délivré par des professeurs des universités de Dakar et de Thiès, lequel reste complété par une série de conférences de haut niveau animées par des cadres civils et militaires. En plus de cette formation très exigeante, la vie de l'Enoa est jalonnée d'intenses activités académiques de formation au métier d'officier dont les stages parachutiste et commando, de mise en œuvre d'explosifs, d'immersion en corps de troupe, de conduite automobile, d'équitation, etc. Une formation qui s'appuie sur de très fortes traditions, lesquelles, au-delà de leur rituel, de leur symbolique, constituent le ciment de la cohésion et le lien ombilical entre promotions.

De fortes “traditions” d'école

Les traditions de l'Enoa qui puisent leurs composantes dans la civilisation négro-africaine, non seulement, marquent l'intégration des futurs officiers dans la communauté militaire, mais visent à tremper les âmes et à marquer les consciences à l'art militaire. En plus de leur fort coefficient symbolique et de leur caractère fonctionnel, ces dites traditions ambitionnent de construire un patrimoine partagé qui fournit le substrat d'une culture professionnelle vivace. Comme rappelé par le Colonel Mamadou Gaye, commandant de l'Ecole, appelé Keletigui ou Grand maître et même gardien des traditions, “sous couvert du principe de continuité, la perpétuation de la mémoire de l'Enoa constitue un enjeu éthique, fonctionnel et identitaire de

l'école. En fait, au-delà du rituel et de la symbolique, les traditions doivent constituer le ciment de la cohésion et le lien ombilical entre promotions. Dans cet esprit, l'âme de l'école doit être entretenue et redynamisée par quelques symboles unificateurs tels que la sacralisation du souvenir et du devoir de mémoire”.

Debout derrière la stèle de l'école, le bracelet traditionnel de l'Enoa à la main, la tenue “camouflée” colle bien à la peau du Colonel Mamadou Gaye. Dans un style simple et soigné, le Commandant de l'Enoa explique : “Pour conserver l'image de marque de l'école, les activités d'initiation doivent garder toute leur valeur éducative et pédagogique dans le but de forger les forces morales des élèves officiers d'active. Aussi, leur permettre de contribuer à rehausser le prestige”. En réalité, confie l'officier supérieur, “les traditions revêtent une importance primordiale dans le développement de l'humilité, de l'esprit de dépassement et l'esprit de discipline, préalables indispensables à l'exercice des responsabilités à faire face”.

En résumé, poursuit le Colonel, “les traditions d'école qui recouvrent de nombreux rites et activités, parmi lesquels : l'entrée dans le bois sacré, la remise du sabre et des attributs, le parrainage, la turne, la remise du bracelet, la présentation du drapeau, le match traditionnel, la remise d'épaulettes, etc., visent, non seulement à enraciner les élèves officiers dans l'histoire commune, mais aussi, à fonder l'esprit de promotion qui préfigure l'esprit de cohésion des unités et prépare à l'avenir, en affermissant les esprits et les volontés”. Dans cette perspective, poursuit l'officier “elles constituent le principal support de la formation, car relevant, à la fois, de l'éthique, de notre histoire, ainsi que du style et du rayonnement de l'Ecole. Aussi, au-delà de son caractère auto-

Un exemple d'intégration africaine

L'Enoa se présente aujourd'hui comme un véritable pôle d'intégration africaine et de coopération militaire régionale et internationale, ce, du fait de la constance de la confiance des pays amis du Sénégal qui continuent de lui confier la formation de leurs officiers. C'est ainsi qu'elle entretient avec l'Académie américaine de Westpoint et le Collège Militaire Royal du Canada un partenariat d'échanges d'expériences et de programmes de formation, matérialisé par des séjours d'immersion d'élèves dans les académies respectives de ces derniers pays. L'Enoa organise également des séminaires de formation civique ou militaire au profit d'universités et instituts, et d'enseignement supérieur (Ena, Ufr/Santé, Ecole Militaire de Santé, séminaire des Sous-lieutenants, etc.).

En plus d'être le principal creuset de formation de l'élite de nos armées, l'ENOA reste un pôle moderne de formation militaire qui rayonne aussi bien en Afrique que dans le monde. Elle constitue un exemple de réussite et de fierté nationale, ce, à la dimension des attentes du Commandant de ladite Ecole. “En août 1981, date de création de l'Ecole Nationale des officiers d'Active, on était certainement loin d'imaginer qu'elle allait devenir cette grande Académie de formation de l'élite de nos armées et de celles de la sous-région. En réalité, l'Enoa a fini, aujourd'hui, de conforter l'image d'un creuset d'excellence dans lequel se forment les esprits et les cœurs des élèves officiers qui ambitionnent de devenir les futurs chefs de nos Armées”, se réjouit le Colonel Mamadou GAYE. ■

référentiel, le recueil des traditions à l'Enoa joue, surtout, un rôle intégrateur, de sauvegarde du culte du sacré et d'une mémoire commune dans une dynamique de promesse de continuité. Loin d'être réductible à un simple conservatisme, ces activités de tradition traduisent la vitalité de l'Enoa d'une part, et de l'autre, elles portent une attention particulière à la mémoire et à la tradition à travers des rituels vivaces et omniprésents”.

Ce qui fait dire au colonel Gaye que “la symbolique de l'Enoa est constituée d'abord de la tenue traditionnelle dite tenue “Jambaar” qui, par son originalité, traduit l'ancrage de l'Ecole aux traditions guerrières africaines. Il y a, ensuite, la Devise de l'Ecole qui, gravée en lettre d'OR sous le mât des couleurs, se compose d'un idéogramme entrelaçant la lettre grecque PHI et une flèche symbolisant les valeurs de XEL, le savoir ou la sagesse ; de JOM, le sens de l'honneur et, enfin, de FIT, le courage. Ces valeurs sont la pierre angulaire de l'étoffe de l'homme d'action et de réflexion”.

(Suite à la page 8)



Du haut de son piédestal, le Guerrier traditionnel ou Grand Jambor ne veille-t-il pas jalousement sur la cour de la devise ? Œuvre d'art de grande facture, dont l'entretien périodique incombe aux élèves de première année, ce

“Combattant” incarne l'homme d'Honneur et de serment dont les valeurs ne doivent jamais quitter l'officier issu de l'Enoa, tel que chanté par le célèbre poète-écrivain Mbaye Gana Kébé, fidèle ami de l'école : “Homme d'honneur et de

serment qui ne recule ni devant la salve nourrie, ni devant le lion rouge sibi, homme fermement accroché aux vertus cardinales, qui se veut pilier superbe, rempart magnifique, lorsque tout tremble et s'écroule alentours”. Enfin, le Bracelet Jambor remis aux jeunes le jour du sacre par leurs anciens de vingt ans porte, sur sa face externe, le symbole de l'Ecole et sur celle interne, reste gravé le nom de l'officier.

D'autres symboles font partie du patrimoine culturel de l'Enoa, comme la Cour de la Devise où se dresse le sanctuaire dédié à la Mémoire composé de deux cases réservées aux promotions et aux traditions, ainsi que la salle d'Honneur, creuset unique des traditions de l'Ecole qui, à travers un style muséographique innovant, ambitionne d'être le principal dépositaire de l'histoire de l'institution, le ciment de la cohésion et le lien

entre Promotions. Le visiteur du jour, lui, assurément, reste impressionné par la sacralité des avenues nobles, comme l'Avenue des Chemins de l'honneur que seuls les initiés sont autorisés à arpenter, les Puits et Bois sacrés dont l'inviolabilité est strictement, jalousement préservée par l'officier des traditions nommé Kocc.

Vers une montée en puissance de l'Enoa en septembre 2014

Dans son allocution d'usage, lors de la cérémonie de sortie de la 32e promotion de l'Enoa, le colonel Mamadou Gaye (*photo*), commandant de l'école, a évoqué le projet de montée en puissance de l'Enoa, dès la rentrée prochaine. En effet, les effectifs de la 34ème promotion vont passer du simple au double, soit une soixantaine d'élèves officiers. Cette augmentation des effectifs s'accompagne d'un ambi-

tieux programme de réalisation d'infrastructures nouvelles (dortoirs élèves, salles de cours, complexe mess-cuisine-réfectoire, etc.) Cette montée en puissance répondra d'une part aux besoins croissants de personnels d'encadrement officiers; d'autre part, elle permettra de satisfaire la demande de formation d'élèves officiers provenant de pays amis. De plus, l'augmentation des capacités de formation de l'Enoa sera compatible avec le plan de charge des armées appelées à répondre aux sollicitations de plus en plus insistantes de la communauté internationale.

En réalité, l'Enoa est devenue, au fil des ans, l'un des plus grands creusets de formation d'officiers en Afrique, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité sous régionale et régionale. Aussi, elle constitue un exemple de réussite d'intégration africaine. ■

VICTIMES D'AGIR IMMO

Les membres du collectif réclament toujours leur dû

Après son sit-in avorté, le collectif des victimes d'Agir Immo s'est réuni à la Médina pour faire une déclaration devant la presse. Samedi, tous les membres du collectif avaient décidé de manifester leur mécontentement devant le cabinet de Me Ibrahima Diaw, avocat du directeur général d'Agir Immo, Abdoulaye Youssou Diagne. Toutefois, la manifestation a été délocalisée à la place de l'obélisque sur ordre du préfet. Les victimes soutiennent qu'elles ont été avisées vers 23h. “Cette délocalisation sonne comme une interdiction voilée de notre manifestation. Faire le sit-in à cette place signifierait pour nous aller prêcher dans le désert”, a soutenu Abdoulaye Ndour, porte-parole du jour. Le promoteur d'Agir Immo leur doit des terrains d'une valeur estimée à 2 500 000 000 francs CFA. “Nous mettons en demeure Abdoulaye Youssou Diagne et ses protecteurs de nous livrer les terrains qui valent la somme de 2 milliards 500 000 000 francs CFA qui lui ont été versés à ce jour ou de nous rembourser ledit montant”.

Devant cette situation, ils comptent introduire une autre demande et menacent de manifester devant le palais de justice et les grilles de la Présidence de la République. Interpellé sur la dernière sortie de M. Diagne qui a déclaré être dans les dispositions de finaliser les dossiers, le porte-parole du jour s'est voulu formel : “M. Diagne n'a absolument rien réglé. A chaque réunion, il vient avec des documents et changent avec d'autres titres”. “On ne le comprend pas. Il propose des terrains alors qu'il ne détient pas les papiers, c'est des terrains qui appartiennent à autrui”, a conclu Abdoulaye Ndour. Il signale qu'aucun membre n'a reçu de titre de propriété. ■

AIDA DIENE



CRÉEZ VOTRE LÉGENDE!

ASX PAJERO SPORT PAJERO

Ce sont des stars, des légendes, des précurseurs, des références.
Leurs performances n'ont d'égales que leurs sensations de confort extrême.
Et pourtant ils vont encore vous étonner : découvrez un rapport qualité prix imbattable dans l'univers du 4x4 avec la gamme Mitsubishi disponible en exclusivité à la Sénégalaise de l'Automobile.

ASX à partir de 11 500 000 F HTVA
PAJERO à partir de 22 400 000 F HTVA
PAJERO SPORT à partir de 19 800 000 F HTVA

Achetez avant le 10 Octobre et gagnez des supers lots Samsung !

Des cartes-cadeaux Samsung, des appareils électroménagers, des smartphones, des ordinateurs, des accessoires... jusqu'à 5 millions d'espèces Samsung !

SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
33 049 30 30 - 33 049 30 32
www.senegalaise-automobile.com

f senegalaiseautomobile LASAutomobile

SALV SERVICE - Centre Salv'Auto
Tél : 77 551 66 96 / 33 957 06 51
www.lesdynamiseursnegel.com - salvservices@yahoo.fr

CAP SAHARA VILLAGE
BP 79 - Tél : 77 630 39 17 / 33 990 85 35
senlaseauto@yahoo.fr / carter.dierne@yahoo.fr

KADJACE
Avenue John Kennedy ex Etablissement Pnyac - Tél : 77 425 86 19

TIRES EQUIPEMENT GABL
401 Avenue Léopold Sédar Senghor
Tél : 33 951 68 38 / 77 544 93 94

SOUS LE COUP D'UN MANDAT D'ARRÊT

Un présumé malfaiteur “tombe” au procès de Karim Wade

En cavale depuis plusieurs mois, un présumé malfaiteur qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt a été arrêté jeudi dernier, dans la salle d'audience où se tient le procès de Karim Wade.



FATOU SY

F in de cavale pour le présumé malfaiteur du nom de Abdoulaye Diallo. Ce dernier faisait l'objet d'un mandat d'arrêt, décerné contre lui par le juge du 5ème cabinet d'instruction depuis

le 21 juillet dernier. Se disant agent commercial, Abdoulaye Diallo a été inculpé pour association de malfaiteurs, vol en réunion commis la nuit avec usage de véhicule et d'arme factice et usurpation de fonction. Au moment de l'arrestation de ses

acolytes, le sieur Diallo qui se faisait passer pour le garde du corps de plusieurs autorités du pays, avait réussi à se fondre dans la nature. C'est la raison pour laquelle au moment de l'inculpation, le juge a décerné un mandat d'arrêt contre lui. Seulement au vu des charges qui pèsent sur lui, l'inculpé a voulu disparaître une bonne fois pour toutes. A en croire nos sources, il avait entamé des démarches pour changer son identité. A cet effet, il

venait “discrètement” au tribunal départemental de Dakar tout en ignorant que sa présence a été signalée au juge qui, à son tour, a informé et donné le signalement de l'inculpé au chef du bureau de sécurité du Palais de justice Lat Dior, l'adjudant Abdoul Khadre Niang. Filé depuis 15 jours, le présumé malfaiteur a une fois réussi à passer à travers les filets des gendarmes. Selon nos sources, il est finalement tombé jeudi dernier, à la salle d'audience n°4 où se tient le procès de Karim Wade. Un procès qui draine de la foule. Et c'est à la pause que l'adjudant Niang l'a cueilli dans la salle où il était confortablement assis. Conduit à la Brigade des affaires générales (BAG) une entité de la Division des investigations criminelles (DIC), le faux garde du corps a été finalement transféré à Rebeuss où il a rejoint ses acolytes.

Il faut souligner qu'Abdoulaye

Diallo n'est pas le seul à tomber dans les filets des pandores. Car dans le cadre du renforcement de la sécurité au palais, deux individus ont été interdits d'accès au tribunal il y a quelques semaines. Il s'agit de ces fameux rabatteurs qui se livrent à des activités de faux et usage de faux, escroquerie et usurpation de fonction (se faire passer pour des magistrats, avocats ou greffiers). L'un d'eux, Abdou Aziz Thiam, se faisait passer pour un agent des renseignements généraux. Le second Alassane Diabéra dit Lass est accusé d'avoir confectionné un faux certificat de nationalité à une personne moyennant une somme de 500 000 francs CFA. La liste risque de s'allonger avec la volonté des autorités du Palais de justice à assurer la sécurité des lieux. C'est dans ce cadre que le service du casier judiciaire sera délocalisé bientôt dans le nouveau bâtiment faisant face au tribunal. ■

Great Wall :

Performance et comportement routier exemplaire

M4, à partir

de 210 000 F CFA TTC / mois*

8 300 000 F HT



H6, à partir

de 280 000 F CFA TTC / mois*

10 900 000 F HT



Voleex C30,

à partir de 175 000 F CFA TTC / mois*

6 800 000 F HT



1 an d'assurance offerte
3 mois de carburant offert

Les véhicules de la Gamme Great Wall sont conçus pour satisfaire toutes vos attentes, en tant que conducteur ou passagers. Ils privilégient le design fluide, l'utilisation de matériaux de qualité et font valoir leur savoir-faire reconnu à l'international.

Au volant de la Voleex C30, vous êtes sans aucun doute à bord de l'élégance et du réel plaisir de conduire.

Et les modèles Haval H6 et Haval M4 présentent une nouvelle motorisation équipée d'un système d'injection améliorée qui leur offre un surcroît de puissance et une consommation réduite.

Great Wall, des véhicules parfaits pour des conducteurs exigeants en quête d'émotions en ville ou sur piste.

Livré avec une garantie de 5 ans ou 100 000 km**



Showroom : Av. Lamine Gueye x Rue Marchand
Tél : 33 849 65 49 • N° SAV : 33 859 08 80
espaceauto@ccbm.sn - www.espaceauto.sn



UN THIANT QUI FINIT EN DRAME À SAINT-LOUIS

L'élève de terminale tué par un membre de son dahira

Retenu au second tour du dernier examen du baccalauréat, l'élève en classe de Terminale Mamadou Dièye ne reverra plus ses camarades. A la rentrée, au lycée Charles De Gaulle, la silhouette de Mamadou ne sera pas aperçue au sein de l'établissement. Il a été poignardé par un des membres de son dahira mouride du quartier de Léona à Saint-Louis. Pape Birane Nguer, âgé de 22 ans, peint comme éternel “bandit”, lui a asséné un coup de couteau à hauteur du cou.

Malgré les secours, Mamadou a rendu l'âme à l'hôpital de Saint-Louis. Et contrairement à ce qui se dit dans la vieille ville, la victime n'est pas l'ami du présumé meurtrier. Tout s'est passé lors d'un thiant où selon de sources sûres, Pape Birane Nguer a eu des altercations avec pas mal de membres du dahira. Il s'est retourné contre sa victime pour l'abreuver d'injures. Lorsque Mamadou Dièye a répliqué, Pape Birane lui a balancé le “djembé” qu'il détenait par devers lui. Ils ont

ensuite été séparés par les autres membres du dahira. Piqué au vif, Pape Birane Nguer est allé plus tard au domicile de Mamadou Dièye pour le menacer de mort, devant la mère de celui-ci.

Le lendemain, tôt le matin, il s'est présenté chez l'un de ses amis qui habite en face de la maison de Mamadou Dièye, attendant une occasion de mettre à exécution ses menaces. Ainsi, à 14 heures, Mamadou Dièye s'est rendu à la mosquée pour la prière de Tisbar. Sur le chemin du retour de la mosquée, il croise son meurtrier. Ils se mettent à s'injurier, avant que Pape Birane Nguer ne sorte un couteau et ne l'atteigne au cou. Acheminé à l'hôpital à bord d'un taxi, il a fini par rendre l'âme.

Entre-temps, Pape Birane Nguer a tenté de prendre la poudre d'escampette à vélo. Parvenant à se réfugier chez lui, il a finalement été maîtrisé et mis aux arrêts par la police. ■

FARA SYLLA (SAINT-LOUIS)

“Réformation” ou déformations ? des délires ethnicistes d’un ouvrage sur la République

C’est un véritable paradoxe que de destiner un ouvrage à la conceptualisation de la conduite du changement et à la promotion d’une nouvelle citoyenneté pour s’adonner en fait à un véritable délire ethniciste dont le thème de la “pulaarisation du pouvoir” offre un raccourci.

Par ethnicisme il faut entendre un travers idéologique à prétention scientifique et à effet politique et social pervers. Il consiste à donner au facteur ethnique, y compris là où sa réalité ou sa prépondérance ne sont pas ou plus avérées, un poids déterminant dans le fait politique ou social. L’ethnicisme est la substitution illégitime d’une approche idéologique (souvent orientée) à une explication politique ou scientifique qui fait défaut.

Pour les chercheurs il n’y a pas de tabou : rien n’interdit à priori de parler des ethnies et de l’ethnicité. Quand la rigueur scientifique ou la probité intellectuelle l’exigent il faut appeler un chat un chat une fois prise les précautions épistémologiques nécessaires. Mais c’est la même exigence qui dicte d’éviter de prendre des vessies pour des lanternes, des perceptions périphériques pour des réalités vérifiées et des percepts pour des concepts.

Il faut rendre compte des dynamiques politiques dans leurs réalités intrinsèques. Cela exige de travailler sur des faits qui eux-mêmes ne peuvent jamais se réduire aux opinions ni à la seule idée que les acteurs se font eux-mêmes de leur rapport à la politique. Même si des membres d’un groupe socio-culturel se considéraient au pouvoir du seul fait de l’élection d’un des leurs, il va de soi que la perception des faits politiques au travers d’un prisme déterminé par la logique d’appartenance ethnique ne doit pas être confondue avec la réalité des choses, notamment dans le cadre républicain et démocratique qui est le nôtre.

Mais nos observations ne portent pas simplement sur cette éventualité. Il s’agit ici des analyses et discours d’un auteur qui émet des thèses ayant une prétention critique, scientifique et politique. L’ouvrage de Malick Ndiaye Sénégal où va la république ? (Paris, l’Harmattan, 2014) a surtout été perçu, dans les médias notamment, comme le cri de dissidence d’un membre de la mouvance présidentielle qui critique et charge politiquement le Pouvoir qu’il était censé devoir conseiller.

S’il est important en toute chose de prendre en compte les intentions déclarées, (et de reconnaître l’importance vitale de la critique intellectuelle), il n’en reste pas moins indispensable de se concentrer sur les actes réels, qu’ils soient d’ordre



moral, politique, ou théorique. C’est à la pratique que l’on peut jauger les intentions (le projet) et juger ou évaluer.

L’ouvrage aborde beaucoup de problèmes importants, alerte sur des pratiques qui si elles sont avérées, constituent des défis à relever pour garder le cap d’un changement approfondi et concrétiser chaque jour d’avantage l’orientation de gouvernance vertueuse et démocratique.

Ethnicisme inattendu

Mais justement nous avons été très surpris de découvrir dans le discours critique de Ndiaye et à un niveau sérieux puisqu’il concerne son approche théorique et politique, le mal même qu’il prétend sur le tard dénoncer. En effet la rhétorique sur l’élaboration de la doctrine de conduite du changement initié par la deuxième alternance enchâsse, sans réussir à l’occulter, un ethnicisme inattendu. Cela s’est traduit par des incriminations non fondées et une lecture très paradoxale, peut-être révisée, et dans tous les cas très déformante, de l’accession au pouvoir du Président Macky Sall et de ses alliés en mars 2012.

Y a-t-il en effet des faits qui autorisent à affirmer, comme c’est le cas dans l’ouvrage, que lors des élections présidentielles de 2012 au Sénégal il y a eu “une modification de l’équilibre démographique électoral” (p : 137) par “des naturalisations massives” de membres d’un groupe ethnique ? Si cela avait été le cas n’y aurait-il pas alors eu complicité et faute de non dénonciation et à temps ? Par simple civisme, par devoir militant et/ou au nom de la nouvelle éthique politique proclamée, il eût vraiment fallu réagir à temps, si tant est que cette fable

était avérée au-delà de simples accusations polémiques.

Comment des accusations aussi lourdes sont-elles conciliables (dans une conscience marquée par l’éthique citoyenne) avec les dithyrambes qui ont célébré chez l’auteur le “plébiscite” du peuple sénégalais qui a donné une victoire sans tâche au Président Macky Sall avec un score incontesté de 65% ?

Y aurait-il donc eu des tâches cachées par le théoricien de la Réformation politique, et en l’occurrence une sorte de manipulation ethnique masquée d’un peuple dont le niveau de conscience et d’unité est pourtant connu ou reconnu de tous ?

Y a-t-il scoop ou délire ? Est-on face à un procès de “réformation” ou ne s’agit-il pas plutôt d’une déformation idéologique avérée et mettant rétroactivement en cause la légitimité incontestable d’une accession au pouvoir ? Nous avons ici affaire à un phénomène proche de ce que le philosophe Marcien Towa désignait par le terme de rétrojection : Cela consiste à attribuer au passé des idées actuelles que l’on y injecte après coup mais avec une volonté idéologique mystificatrice de leur assigner la dignité de faits réels.

Il y a contradiction et schizophrénie idéologique dans l’ouvrage de M Ndiaye. Celui-ci, tout en ayant célébré une nouvelle République émergente, nous livre aussi des développements parmi lesquels figure l’“hypothèse d’une prise du pouvoir d’Etat sinon par le Fuuta du moins par les émigrés et la diaspora du Fuuta, singulièrement les Tukuloor du Fuuta”. A ceux-ci s’ajouteraient d’ailleurs, toujours selon lui, “l’Internationale halpulaar” où l’on retrouverait tout le Pulagu de Mauritanie, Guinée,

Cameroun, Mali, Gabon : (p.137-138) :

Cette hypothèse, selon l’auteur est étayée et validée par “des frasques, des écarts de langages, des provocations de proches du Président” ou par des “réactions de tout ou partie de l’opinion à l’égard du profil marqué de certaines nominations” (p. 138).

Il y a ici un sérieux problème de raisonnement : l’argumentation pose problème. Des attitudes qui, si elles étaient avérées devraient à la limite être considérées comme des conséquences ou effets sont au contraire posées comme des causes explicatives !

L’analyse ethniciste persiste même quand l’auteur de Sénégal Où va la République ? envisage l’hypothèse basse où les nominations pourraient s’inscrire dans le cadre d’une sorte de redressement de torts par la promotion notamment des élites d’un groupe ethnique qui aurait subi auparavant des formes d’ostracisme. Non ici encore Ndiaye a tout faux car le Sénégal ne connaît pas ce type de problème, et la nouvelle alternance n’est pas en train de mettre en oeuvre une sorte d’accords d’Arusha à l’instar du Burundi en redressant, par torsion inverse, les exclusions de l’Etat qui y avaient frappé un certain groupe ethnique.

Dans le texte les inversions d’hypothèse comme les quelques précautions oratoires (vite tombées du reste) laissent entière une logique d’analyse profondément ethniciste. Celle-ci présuppose puis postule explicitement qu’avec la nouvelle alternance il s’est produit une prise ethnique de pouvoir avec une alliance de “groupes minoritaires enrôlés au nom d’une certaine stigmatisation de la wolofisation du Sénégal”. (p. 138).

Délire incompréhensible

Il est très surprenant qu’en 2014 quelqu’un puisse raisonner au Sénégal en termes d’une alliance des Futa avec des “ethnies minoritaires” dans un processus d’accession au pouvoir d’Etat ; c’est du délire incompréhensible. La surprise est encore plus grande quand cela vient d’un intellectuel qui annonce l’ambition de nous instruire de nos réalités sociopolitiques et de construire une doctrine du changement pour conduire vers une nouvelle société. Ses thèses sont évidemment inexacts et graves. L’ouvrage contient beaucoup de considérations qui le démentent. L’auteur y rend compte de sa participation aux événements et luttes ayant débouché sur les élections de 2012 dont les résultats finaux ont été incontestés dans leur régularité. Et même en scrutant à la loupe la nature et la composition des partis

et mouvements alliés au Parti du candidat victorieux, il est impossible de retrouver les présumées minorités ethniques qui se seraient alliées avec le parti de Macky Sall pour prendre le pouvoir !

L’accession au pouvoir est un processus politique socialement enraciné et légalement déterminé par une constitution qui est fort claire. Elle ne saurait être recevable si elle devait revêtir un caractère racial, régional, ethnique, confessionnel ou simplement violent et illégal. Il n’y a pas que la Constitution qui s’y oppose car le peuple sénégalais lui-même a un ancrage républicain et démocratique. La diversité des identités et des origines se subsume dans une unité politique historiquement construite.

L’idée d’une prise du pouvoir d’Etat par un groupe et/ou une alliance ethnique est clairement démentie par la réalité des résultats incontestés des élections présidentielles de 2012. Les scores enregistrés par les deux candidats les mieux placés aux deux tours contredisent avec force le délire ethniciste. Ils montrent le caractère national et politique des choix électoraux qui ne sont pas une adjonction de votes ethniques.

Puisque Ndiaye a parlé de prise de pouvoir futanké interrogeons les résultats électoraux de zones représentatives du Fuuta, en l’occurrence les régions de Matam et de Saint-Louis. Au 1er tour dans la région de Matam WADE a eu un score de 38,8% et Macky Sall 49%. Cela ne dénote aucun basculement ou différentiel important pouvant signifier une préférence fortement marquée par l’origine ethnique des candidats. Dans la région de Saint-Louis WADE a eu au 1er tour 40,53% face à Sall qui obtint 28,66%. Isolons-y comme exemple le Département de Podor pour rester cohérent dans la vérification de l’impact de l’ethnicité des candidats sur les choix électoraux : Au premier tour Wade y avait obtenu 40,46% contre 26% pour Macky Sall. Au 2ème tour des présidentielles les scores les plus élevés pour le candidat Macky Sall sont venus des régions suivantes : Fatick (74.27%), Dakar (73.59%), et Kaolack (73.32%), Thiès (72.86%).

Il va de soi ainsi que l’idée de Futaankes qui montent à l’assaut du pouvoir d’Etat est plus proche d’un imaginaire à la Don Quichotte que de notre réalité sociopolitique nationale. Celle-ci met en évidence un jeu politique marqué par une conscience populaire mure et l’impact des enjeux républicains sur le comportement des électeurs. Quand elle existe, la mobilisation s’appuyant sur les réseaux ethniques n’a pas la capacité de dénaturer le cadre et les dynamiques démocratiques et républicains. Il faut préserver cet acquis et nous prémunir de l’intoxication ethniciste au plan intellectuel, idéologique et la manipulation politique du facteur ethnique.

Le leadership du Président Macky Sall a été et demeure national et politique. Sa légitimité n'est ni ethnique, ni réduite à une territorialité limitée. Il est d'ailleurs fort intéressant de rappeler que son leadership local comme maire s'exerça non pas chez les "Fuutanke" mais plutôt chez les sereer au cœur du Sine. Il est important aussi de rappeler que son ascension a été servie par une forte adhésion citoyenne directe. Son leadership qui a marqué un renouvellement générationnel s'est nanti d'une très forte adhésion citoyenne qui est allée largement au-delà des partis.

Quant à la diaspora, pratiquement perçue dans le texte comme le cheval de Troie de la pénétration politique fuutanke, il faudrait plutôt saluer le nouveau tournant de 2012 qui peut prendre les allures d'une irruption. Le leader Macky Sall a réussi à drainer très majoritairement dans son sillage cette force qui a voté pour lui à 73% au 2ème tour. Avant cette implication politique où s'est fédérée une diversité par l'origine et l'affiliation politique, la Diaspora s'est distinguée par son dynamisme et son engagement économique pour le Sénégal. Par exemple en 2012 les transferts d'argent opérés par les émigrés ont été en volume plus importants que l'Aide publique internationale au développement et aussi plus que l'Investissement Direct Etranger dont notre continent a bénéficié. Et notre pays vient en 4ème position (en quasi égalité avec le Nigeria) pour ce qui est du volume de transferts opérés par les émigrés. En effet au Sénégal les transferts issus de la diaspora ont fait 10,4% du PIB entre 2005 et 2012. La mobilisation politique amplifiée pendant l'ascension de Macky Sall exprime une tendance forte de la composante expatriée de la communauté nationale à prendre part à la vie du pays et à la construction d'un avenir meilleur. Il serait très dommage et inexact d'en avoir une lecture ethnociste n'y voyant qu'une prise de pouvoir des fuutankés au travers de leurs ressortissants émigrés. Il faudrait plutôt saluer la concrétisation de la volonté politique exprimée déjà en 2004 lors de la Conférence des Intellectuels d'Afrique et de la Diaspora et qui voulait donner à cette dernière un statut identique à celui des Communautés Economiques régionales de l'Union Africaine. Les actes posés par le Président Sall s'inscrivent non pas dans une récompense clanique mais plutôt dans la concrétisation d'une gouvernance inclusive qui doit valoriser et promouvoir politiquement et économiquement la diaspora au travers de ses compétences et initiatives. La vérification n'est pas difficile au niveau des politiques en cours.

Responsabilité des élites

Au plan global notre peuple n'a pas une perception ou des penchants ethnistes. Très vieux par son histoire qui a forgé son unité dans des cadres étatiques multiséculaires avant même la colonisation, il est aussi très jeune. C'est un atout mais aussi un risque.

Une rupture ou une perturbation dans la transmission ou la reproduction du lien social ainsi que des valeurs républicaines, civiques et démocratiques peut tout à fait menacer nos acquis. Sur les plans politique, social et institutionnel leur solidité ne les met pas en effet à l'abri d'une réversibilité.

Les élites, au pouvoir ou non, ont ainsi des responsabilités sur le devenir d'une société et d'une nation dont près de 50% de la population constitutive a moins de 18 ans, et environ 43% a moins de 15 ans. Il faut mettre notre peuple à l'abri de toutes les menaces. Elles sont sécuritaires (en matière de santé, d'extrémisme violent, de narco trafic et autres criminalités) ; elles sont aussi économiques (trafics, blanchiment et autres délinquances financières qui interpellent les capacités de l'Etat de droit à faire face). Ces menaces sont aussi politiques et idéologiques, notamment celles qui ont des intentions ou des effets régressifs sur l'unité nationale, la solidité républicaine et la cohésion sociale formées dans la durée.

Tout en évitant l'alarmisme et dans le respect de la fonction et la liberté de critique des intellectuels et de tout citoyen il ne faut pas attendre que ce qui rampe atteigne la clôture ; l'ethnisme n'est ni scientifique, ni républicain ; il a vocation à ramener en arrière, à diaboliser et diviser. Il peut favoriser des antagonismes au sein du peuple et aggraver une légitimité politique en la rabaisant à des logiques claniques présentées comme l'irréductible réalité sociale africaine dans l'idéologie coloniale et ses survivances.

Deux ouvrages importants permettent entre autres de situer et pondérer la place de l'ethnicité dans la dynamique de construction nationale du Sénégal inscrit dans un cadre géopolitique plus large : Sénégal les Ethnies et la nation de Makhtar Diouf (Paris, L'harmattan, 1994.205 p.) et le texte collectif Les Convergences culturelles au sein de la Nation Sénégalaise (Dakar, Ministère de la Culture et Coopération Française, 1996.366 p.). Ces textes montrent comment des dynamiques sociales et culturelles ont historiquement précédé et pratiquement fortifié les politiques et stratégies (postindépendance) de construction nationale. Il existe une identité et une conscience nationales nonobstant la persistance d'une ethnicité ne constituant pas un facteur surdéterminant des réalités sociopolitiques.

Comme le souligne Makhtar Diouf, si en Afrique il arrive souvent que le facteur ethnique intervienne "de façon décisive dans la configuration du paysage politique de bon nombre de pays" (p : 44) au Sénégal, à l'époque où il écrit "sur plus d'une quinzaine de partis politiques que compte le pays aucun n'a été constitué sur une base ethnique ou confessionnelle". Aujourd'hui, en ayant dépassé la centaine de partis la réalité n'a pas du tout changé. Quand un

pays est touché au niveau de l'Etat par de l'ethnisme il y a des marqueurs incontestables dans la composition des institutions qui dénotent la discrimination ou la préférence et le déséquilibre quant à l'origine. Or ni notre armée, ni notre parlement ni l'administration, ni l'exécutif ou le judiciaire ou encore l'Ecole ne connaissent cette maladie qui induit ou exprime une fragilité étatique et une république chancelante. Mais aucun pays au monde n'est à l'abri d'une régression dont on a vu les dégâts en Belgique, au Rwanda et au Burundi.

Le peuple sénégalais ne s'est pas simplement construit sur des convergences de communautés différentes. Au cours de son histoire s'est progressivement formé un socle structuré par des invariants sociaux, culturels et politiques constitués dans le temps long de l'évolution des sociétés de notre aire géopolitique. Entre autres les travaux de Pathé Diagne (Pouvoirs Politiques traditionnels en Afrique occidentale ; Paris, Présence Africaine, 1967.294 p.) rendent compte des marques et tendances institutionnelles qui témoignent de la permanence dans notre histoire du souci d'équilibre et d'inclusion aux antipodes des types de pouvoirs sectaires.

Dans l'ouvrage sur les Convergences culturelles l'historien feu le Pr Oumar Kâne montre dans son texte intitulé Les racines d'une nation comment l'analyse du peuplement de la Sénégalie établit "l'ancienneté et la profondeur des brassages ethniques et culturels qui sous-tendent la formation du peuple sénégalais dans son ensemble". Cela a constitué un socle dans la dynamique de constitution /construction nationale.

Nit nit ay garabam

C'est donc vraiment se méprendre que d'imaginer que d'un groupe ethnoculturel ou d'un terroir à un autre les valeurs et conceptions puissent être très différentes ou se contredire : Quand le Nit Nit ay garabam (l'homme est le remède de l'homme) est connu en wolof, il ne faut pas imaginer qu'un autre groupe comme les Hal pulaaren soit dans une distance culturelle telle qu'ils développeraient une conception non pas altruiste mais plutôt étroitement clanique de l'Homme. Parmi les critiques adressées au régime actuel l'auteur Ndiaye évoque le précepte Neddo ko Bandum au travers de la dénonciation du "Neddobandisme" posé comme expression de clanisme. Ici aussi Ndiaye fait fausse route comme l'a récemment souligné un universitaire puularophone par ailleurs professionnel de la traduction. Il précise dans sa contribution adressée au SAES que Neddo ko Bandum n'est pas à entendre au sens littéral de "l'Homme, sa famille" mais plutôt comme l'équivalent humaniste de Nit Nit ay Garabam.

Sans donc diluer artificiellement les identités ethniques du Sénégal dans une "(meta-) culture nationale"

il faut savoir qu'il y a effectivement une communauté psychique qui relie les sénégalais dans leur diversité. Aux antipodes de cette réalité l'ethnisme met en avant leurs différences en fragmentant la nation et le peuple sénégalais.

Le livre de Malick Ndiaye aborde par ailleurs beaucoup de problèmes importants mais la crédibilité politique et la pertinence théorique y sont hypothéquées ou à tout le moins contrariées par divers facteurs dont nous retenons trois à titre d'exemple :

1°) La temporalité et la tonalité politiques du discours sont marquées par une discontinuité contradictoire (voir entre autres le chapitre VI). L'auteur célèbre ou défend puis pourfend et voue aux gémonies des régimes successifs, différents et opposés. Les retournements répétés finissent par poser un problème de crédibilité des positions et propositions.

2°) Le livre voit ses ambitions politiques et doctrinales affectées par un lyrisme (lié au vécu intense de l'auteur. Il a en effet pris part aux divers événements liés au 23 mars 2011). Mais cela finit par le plonger dans un onirisme politique qui voit se profiler "une constituante" dans les AG de la place de l'Obélisque.

Il n'est pas interdit de rêver ; les utopies peuvent être des formes d'expression doctrinale ; mais quand il s'agit de décrire le réel pour le transformer ce n'est pas ou plus le bon moment. Justement là aussi la perspective de systématisation théorique ambitionnée par Ndiaye souffre largement d'un langage plutôt théoricien avec notamment des tentatives conceptuelles et une forme discursive posant parfois des problèmes d'intelligibilité. Or Comme le soulignait le grand philosophe Spinoza, il faut livrer nos pensées d'une manière qui puisse susciter "des oreilles bienveillantes pour entendre" les vérités éventuelles qu'elles proposeraient :

3°) L'ethnisme du livre de Ndiaye enchaîné dans un discours sur la transformation et la démocratie citoyenne fracasse ses ambitions scientifiques et réformatrices sur le terrain toxique d'une idéologie dont les effets dévastateurs sont largement connus en Afrique et ailleurs. C'est un très mauvais signal donné par celui-là même qui veut "renormer une conscience collective" dite "en divagation". C'est un paradoxe pour un auteur affichant la volonté de se dégager des valeurs et paradigmes d'origine occidentale, orientale et nord-africaine : L'ethnisme dans son histoire a des racines coloniales et s'alimente dans les stratégies impériales visant à diviser pour régner, fragmenter des peuples réellement constitués au plan politique en une multitude d'ethnies et/ou de tribus. Avant la chute de l'Apartheid l'ethnisme a fait partie de la quincaillerie idéologique et des outils tactiques pour tenter de prolonger ce système de domination et d'oppression. C'était avec l'assistance vaine d'idéologues de l'Extrême Droite européenne. Diverses théories et

manoeuvres ont ainsi tenté de fragmenter la majorité noire unie par son histoire et sa conscience politiques par-delà même sa racialité. Il y avait volonté de disloquer le peuple d'Afrique du Sud déjà sur le chemin du triomphe politique, pour en faire de nombreuses minorités ethniques destinées à une sorte d'"ethno-développement" sur le modèle des ban-toustans. Le groupe Afrikaaner se poserait ainsi comme une minorité ethnique parmi d'autres, et susceptible ainsi prétendre à un cadre politique séparé. La manoeuvre échoua mais cette arme idéologique et politique pour désagréger des peuples constitués existe toujours.

Idéologie de la déformation

L'histoire de l'ethnisme est ainsi riche de nombreux autres exemples venant de toutes les régions de notre continent. Parmi les leçons à en tirer figure un devoir impérieux de démarcation, de critique et de démythification politique, scientifique et civique. Ce qui pourrait ressembler à la simple expression d'une pensée polémique nourrie par des frustrations n'a rien d'un outil politique tactique pour diaboliser ponctuellement l'adversaire et/ou attirer vers soi des masses de personnes au nom de la communauté ethnique. Non l'ethnisme par de-là ses possibles fonctionnalités tactiques, elles-mêmes perverses, est stratégiquement non seulement diviseur mais aussi et surtout destructeur pour la construction nationale, démocratique et citoyenne. Il faut donc prendre clairement conscience qu'il contient, nolens volens, des germes de menace pour la République.

Ainsi à la question de savoir "Qui gouverne au Sénégal", seule une approche polémique non pertinente peut y répondre en envisageant de pouvoir identifier une "parentèle", un groupe ou une alliance de groupes ethniques. C'est pour cela que nous avons considéré que la théorie de la "Réformation" appelée de ses vœux par Malick Ndiaye est investie par une idéologie de la déformation. Et ce n'est pas un simple jeu de mots.

Et pourtant la politique ethnocentriste (ou ethnocentriste) n'est pas une fatalité africaine. Le Sénégal, comme d'autres pays de la région y échappe. Faisons en sorte que cela s'inscrive dans la longue durée. Cela impose de se départir des prismes déformants déterminés par l'idéologie (coloniale et postcoloniale) et/ou enracinés dans le sens commun. Il faut sortir de ces carcans pour être à la hauteur de toute ambition scientifique ou politique saine. Et comme Réforme ordonnée commence par soi-même, l'autocritique énoncée dans le titre de l'ouvrage devrait (devra) commencer par une réforme de l'entendement au niveau de son auteur : Elle est au cœur de toute éthique nouvelle mais aussi de tout projet réel de connaissance. ■

MASSAËR DIALLO

Politologue

Les intertitres sont de la Rédaction

MOTS FLÉCHÉS • N°937 FORCE 2)

FAIRE LES CENT PAS	ESCRIVOIR	PRONOM POUR LUI	EXPERT	BASE DE PATISSERIE	ELLE A DONC ETÉ CANONISÉE
PLEURNI- CHARGES	DÉBUT DU JOUR	BALLE À REMETTRE	ADAPTÉS	MANGEAS LE SOIR	
CHASTE			CONTACTE		
DISCUTE			RÈGLE EN T		
				IL ENMENA L'ARCHÉ	
				APPAREIL SONORE	
PROPRE			TERME DE RUGBY		ACCROCHÉ À UNE CHARRETTE
POUR DO			RÉGION DE LILLE		
	DANS		DISPOSA EN RESEAU		
	PRÊTE À TOUT CROIRE		UN VRAI ÂNE		
RECOURVIR				MOT DE LIAISON	
SEL EMPLOYÉ				UN AUTRE VOUS-MÊME	
		COUPES LA BARBE			HABITANTE DE NOTRE PLANÈTE
		FISA			
ÎLE D'INDONÉSIE	PAS MERITE		COURTE REMARQUE		
	PAS FACILE À COMPRENDRE		PERSAN		
		TYPE DE MOTEUR			
		COMPOSANTE DE PELOUSE			
RETOURNER LA TERRE				COLÈRE DESJETÉ	
NOTE EN BAS DE PAGE				VIEUX SUPPLICE	
	REMETTRE EN ÉTAT				SANDE DÉCORATIVE
	ESSENCE À LA POMPE				
EMPEREUR RUSSÉ			MOT DE PETIT DIABLE	ARBRE DE HAIE	
PAS CUIT			IMPRÉVU	GRILLE	
		MONTRER DE LA FATIGUE			
		SENT MAUVAIS			
INVITÉ À VENIR				SANS MOTIFS	
LIT FAMILIER				PARTEZ!	
		MACHINES			
DOUBLE POINT			EXTRAITE		

Humour

Sport

Une association de nains a monté un club de foot-ball et chaque dimanche, ses équipes jouent l'une contre l'autre. Avant le match, tous vont dans un café où on leur réserve la salle du premier pour se mettre en tenue. Un dimanche, un client déjà éméché accoudé au comptoir, voit soudain descendre rapidement dans l'escalier un, deux, trois puis cinq et jusqu'à onze nains en maillot bleu qui traversent la salle passent devant lui et sortent dans la rue. Il se frotte les yeux et re-commande un whisky. A peine l'a-t-il bu qu'il voit un, deux, cinq dix puis onze nains en maillot rouge dévaler à leur tour l'escalier, passer devant lui et sortir dans la rue. Alors il appelle le propriétaire du bistrot et s'exclame l'air inquiet: - Patron, je voudrais pas vous inquiéter, mais votre baby-foot fout le camp !!!

Envoyez vos blagues à enqueteblogues@yahoo.fr

Numéros Utiles

- SÉCURITÉ**
Gendarmerie Nationale : 800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18
- TÉLÉPHONE**
Renseignements Annuaire : 1212
Service Dérangements : 1213
Service Clients : 1441
- EAU - SDE**
Service dépannage & Renseignements 800 00 11 11 (appel gratuit)
- VONAS**
Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE (appel gratuit) 81 800 10 12
- SENELEC**
Service Dépannage : 33 867 66 66
- TRANSPORTS**
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS): 33 823 31 40
Aéroport Léopold S. Senghor de Yoff : 33 869 22 01 / 02
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07
- URGENCES**
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN : 33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS : 33 889 15 15
- HÔPITAUX**
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) : 33 827 74 68 / 33 825 08 19

CITATIONS

Il en est du bonheur comme des montres : les moins compliquées sont celles qui se dérèglent le moins.
CHAMFORT

Il faut se conduire avec ses amis comme on voudrait les voir se conduire avec soi.
ARISTOTE

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIERES MUSULMANES
• Cathédrale : 7H	• Fadiar : 05:59
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar : 14:15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17:00
	• Timis : 19:19
	• Guéwé : 20:19

SUDOKU N°737

9			2			8		
			8			3		5
		1				6	7	
1				8	7	4		
7			6	5	3			
3								9
		8						
				4	2			7
	9		1					4

MOTS MELÉS • N°607

Touffe de cheveux

ACCULER	MANUEL
AGITEE	MEMOIRE
AGRIPPE	PIRATE
AIGRI	PLEUTRE
CLIENT	REFERME
CONFLIT	RESIDER
COUPLET	SACCAGE
DADAIS	SACOCHE
DIVERS	SORCIER
GALERE	TAMPON
GENEUR	TIRER
HERISSE	
JOVIAL	
LACERE	
MALPOLI	



S	I	A	D	A	D	R
C	P	I	R	A	T	E
L	M	G	A	J	T	D
I	E	R	G	O	A	I
E	L	I	R	V	M	S
N	T	O	I	I	P	E
T	E	E	P	A	O	R
P	L	M	P	L	N	M
L	P	R	E	C	A	E
E	U	E	H	N	S	M
U	O	F	U	S	T	O
T	C	E	I	O	I	I
R	L	R	E	R	R	R
E	E	E	S	C	E	E
H	E	R	R	I	R	L
C	T	E	E	E	U	U
O	I	L	V	R	E	C
C	G	A	I	E	N	C
A	A	G	D	C	E	A
S	A	C	C	A	G	E
C	O	N	F	L	I	T

MOTS FLÉCHÉS • N° 955 FORCE 3)

PROFONDEMENT FIXE	RUPTURE DE MARIAGE	DANS LA GAMME	DEPART POUR L'INFINI	ANTILOPE D'AFRIQUE	FRAPPÉE D'UN IMPÔT
VOISIN	DONNE NAISSANCE A UN VEAU	BRANCHE ÉPINEUSE	GRAND NOMBRE	SUPPRIME	
ACCOMPLI			SERPENT QUI ÉTOUFFE		
SIGNE DE GRADE			PLUS MAUVAIS		
		MARI			
		COUP DE BOXEUR			
COFFRE POUR DÉFUNT				FIGURAIT	
DÉTENS					
	PIED NOUVEUX		SE MARRER		
	ÉDUQUÉ		EFFRONTÉ		
ÉCLOSE					
CONDIMENT ASSOCIÉ AU POIVRE		DÉVOTION RELIGIEUSE			BRUNS
		LA SIENNE			
		DIRECTION		IL ARROSE TURIN	
		PERFORE		INTERJECTION	
LIVRE ÉPAIS	DISPERSÉS		ARME D'INDIEN		
	MOTS INVARIABLES		BLÉ OU RIZ		
		CONDUCTEUR DE FIACRE			
		INACTIVES			
A LIEU (SE)				PRONOM RÉFLÉCHI	
RAYONS				QUI NUISENT À LA SANTÉ	
	CUVES À NAZOUT				
	FIS FEU				
EXISTEZ			TUBE FLUORESCENT		SITUÉE À L'ÉTUDE
ACCLAMATION			THÉÂTRE JAPONAIS		
		PAS CASSÉS			
		IL AUGMENTE CHAQUE ANNÉE			
CRIENTHOUSIASTE			ATTACHAI		
À PAYER SUR AUTOROUTE			PARTICULE DE NOBLE		
		PROVOCATIONS			
PETIT SOMME			SAINTÉ		

horoscope

Bélier
☼ **Relationnel** : vous aurez l'occasion de prendre de bons contacts et vous serez satisfaits de vos échanges avec les autres. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous aurez soif de projets et vous multiplierez les actions ainsi que les entreprises. ♣ **Bien-être** : vous ferez preuve d'un beau dynamisme.

Taureau
☼ **Relationnel** : vous aurez toujours besoin de savoir que vous pouvez compter sur vos proches ou votre partenaire. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous aurez fort à faire et vous commencerez la semaine sur les chapeaux de roues. ♣ **Bien-être** : vous aurez besoin de puiser dans vos réserves d'énergie pour faire face à vos obligations.

Gémeaux
☼ **Relationnel** : vous irez vers les autres un grand naturel et une vraie spontanéité. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous aurez du mal à travailler en équipe car vous aurez plus que jamais besoin de vous sentir autonome. ♣ **Bien-être** : vous serez très sensible aux ambiances qui vous entourent.

Cancer
☼ **Relationnel** : ce lundi vous permettra de prendre du recul ou de vous retrouver. Ainsi, vous serez plus solitaire. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous avancerez à votre rythme et certains auront bien du mal à se mettre au travail. ♣ **Bien-être** : vous vous sentirez un peu fatigué.

Lion
☼ **Relationnel** : pour beaucoup, les autres tiendront une place importante dans votre épanouissement. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : vous aurez besoin d'explorer de nouveaux horizons ou de relever de nouveaux défis. ♣ **Bien-être** : dynamique et pètri d'humour.

Vierge
☼ **Relationnel** : si votre vie sociale est intense, vous n'en resterez pas moins timide ou discret. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : lundi intense qui ne vous permettra pas de vous ennuier. ♣ **Bien-être** : veillez à faire attention à la gestion de vos énergies.

Balance
☼ **Relationnel** : ce lundi vous verra faire des rencontres intéressantes et vous serez satisfait de vos échanges avec les autres. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : début de semaine sympa qui vous verra bouger, sortir, prendre des risques ou sortir des sentiers battus. ♣ **Bien-être** : vous serez plus dynamique et plus entreprenant.

Scorpion
☼ **Relationnel** : vous serez un peu moins disponible et vous complerez votre manque d'attention par plus d'échange. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : ce lundi vous verra aller au bout de toutes vos entreprises. ♣ **Bien-être** : vous n'échapperez pas à quelques moments de stress.

Sagittaire
☼ **Relationnel** : vous ferez de gros efforts de communication et vous essaierez d'être un peu moins directif. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : belle journée pour mettre en commun votre savoir-faire ou vos connaissances, voire votre expérience. ♣ **Bien-être** : les autres auront une certaine influence sur votre humeur.

Capricorne
☼ **Relationnel** : vous vous efforcerez de préserver l'harmonie et l'équilibre de votre quotidien. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : ce lundi sera une journée de labeur et donc de concentration. ♣ **Bien-être** : vous serez assez résistant au stress.

Verseau
☼ **Relationnel** : si vous êtes amoureux, belle journée pour profiter de l'être aimé. En famille, vos relations seront privilégiées. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : début de semaine marqué par les projets ou les entreprises les plus folles. ♣ **Bien-être** : vous saurez garder la tête froide en toutes circonstances.

Poissons
☼ **Relationnel** : vous aurez besoin de vous sentir entouré et rassuré. Pour d'autres, vous aurez tendance à trop en demander à vos proches. ☼ **Quotidien / Boulot / Argent** : plus que jamais, vous devrez revoir vos classiques et donc vous remettre en question. ♣ **Bien-être** : votre hypersensibilité vous jouera des tours.

Solutions

MOTS FLÉCHÉS N° 954

A	M	V	Q	D
A	R	T	I	F
P	E	D	A	L
M	E	T	I	S
N	U	T	E	S
E	T	C	E	R
E	G	O	R	E
A	R	A	I	R
G	N	O	U	S
Y	I	N	G	R
N	E	O	N	G
A	S	S	O	L
P	L	A	N	A
R	I	O	S	I
D	E	V	I	S
S	E	X	E	P

SUDOKU N° 634

5	3	9	7	4	6	2	1	8
2	4	1	9	8	3	5	6	7
7	6	8	1	5	2	9	3	4
1	9	3	6	7	4	8	5	2
4	2	7	8	1	5	6	9	3
8	5	6	3	2	9	7	4	1
6	1	2	4	9	8	3	7	5
9	7	5	2	3	1	4	8	6
3	8	4	5	6	7	1	2	9

MOTS MÉLÉS • N° 263

Briser avec violence

FRACASSER

SUDOKU N° 635

1						2		3
			5	2	7	6	4	
	6							
	9	8						
5		2	4			9		
6	1				9			
8				9	4	5	6	
		1	6	5				4
			8		3			2

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE	HEURES DE PRIÈRES MUSULMANES
• Cathédrale : 7H	• Fadiar : 05:59
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30	• Tisbar : 14:15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17:00
	• Timis : 19:19
	• Guéwé : 20:19

MOT MÉLÉ EXPRESS N° 264

Donner le change

AFFICHER	FOURCHUE
AMYGDALÉ	FUSIL
ARBALETE	GIRON
ATTROUPE	GREER
BAMBOU	HERISSON
BECHAMEL	INFAMANT
BECOT	INSTRUIT
BOEUF	MINERAL
BOISSON	NULLE
BRAVER	OISELIER
CALER	FACTISER
CEINTURE	PERSAN
CHAMPION	PILOU
CHARGEUR	PIONNIER
CONDENSE	PIGUE
CONSTANT	PITONNIER
DECHANTE	PRESENTE
DEGRISER	RAPEE
DIATRICE	VILLEITE
EPIEE	VENAISON
ETANCHER	VRAIMENT

P	N	O	S	S	I	R	E	N
A	T	B	B	R	A	V	E	R
C	P	I	T	O	N	N	E	R
T	T	L	U	O	E	H	U	E
I	N	P	R	C	U	T	I	
S	B	N	E	I	T	E	F	L
E	F	E	F	M	L	S	B	E
R	R	F	C	A	I	O	N	S
G	A	E	B	H	M	A	U	I
N	O	R	I	G	A	A	R	O
L	A	R	E	N	I	M	N	V
P	R	E	S	E	N	T	E	T
C	O	F	E	A	E	O	P	L
O	A	H	T	T	L	R	I	E
N	L	C	A	T	A	A	O	P
D	E	H	N	R	D	A	P	U
E	R	A	C	O	G	E	E	E
N	U	M	H	U	Y	E	T	E
S	T	P	E	P	M	N	U	C
E	N	I	R	E	A	H	O	R
N	I	O	E	H	C	N	D	E
O	E	N	C	R	S	E	I	T
S	C	E	U	T	G	P	A	I
S	O	A	R	E	E	T	E	
I	F	N	I	L	R	R	L	
O	T	S	L	F	U	S	I	L
B	E	U	O	B	M	A	B	E
R	N	O	S	I	A	N	E	V

DAME BABOU (JOURNALISTE)

“La presse sénégalaise est le reflet de la société”

Journaliste et observateur des médias, Dame Babou, qui a passé une grande partie de sa vie aux Etats-Unis d'Amérique, revient dans cet entretien sur les maux qui gangrènent la presse sénégalaise. L'ancien conseiller en communication de l'ex Premier ministre Aminata Touré est d'avis que la presse, surtout celle en ligne, doit être régulée au Sénégal afin de mettre fin aux dérives dans les forums et la théâtralisation dans certaines revues de presse.

■ PAR LAMINE SÈNE

Vous êtes un des précurseurs de la presse en ligne en Afrique avec le site africantime depuis le début des années 90. En tant que tel, comment appréciez-vous l'état de cette forme de presse au Sénégal qui, du reste, s'est très rapidement développée ?

Notre presse en ligne a simplement suivi la tendance prise presque par tous les autres domaines de la vie. Nos pays se sont mis au rythme de la frange la plus dynamique de la société constituée par la jeunesse. Il était normal donc que cette presse connaisse cette vie vibrante qui caractérise tout domaine d'activité dominé par les jeunes. Ce qui est le propre des produits dont la vie est basée sur Internet est que l'accès est démocratisé. Par conséquent, la vitesse avec laquelle la presse en ligne se développe ne pouvait être que rapide et de vitesse croissante et non constante.

L'autre aspect à considérer est que ceux qui sont encore aux commandes

commentaires attirent, parfois, plus que les informations contenues dans les articles publiés. Mais cela n'est pas une raison suffisante pour laisser faire. Il ne faut quand même pas oublier que les personnes attaquées dans ces forums ne vivent pas dans un vacuum. Elles ont des enfants, des époux, des parents et tant d'autres relations dans la société.

Du fait d'un soi-disant principe de défense de la liberté, il ne faudrait pas laisser des gens profiter, de par ce moyen technologique, de positions de lâche anonymat et proférer des attaques qu'ils n'auraient pas le courage de dire publiquement.

Toujours dans le cadre de la responsabilité des administrateurs des sites, ils devraient voir avec les informaticiens et les développeurs la possibilité d'étendre à nos langues nationales le champ des mots qui font rejeter automatiquement par le système une contribution injurieuse. Ce n'est pas tout. Les administrateurs des sites qui sont devenus des businessmen, il leur incombe de trouver le personnel nécessaire pour extirper les

Prenons par exemple le problème de manque de professionnalisme. C'est un problème sérieux si quelqu'un ne sait pas faire la différence entre une revue de presse qui se limite strictement à faire la synthèse de ce que disent les journaux et une lecture commentée de cette presse ou on se permet d'insérer ses propres opinions et parfois son agenda politique. Mais il faut admettre que cette insertion d'agenda politique en elle-même pose le problème d'une responsabilité partagée entre les médias et les décideurs politiques et d'affaires dans ce pays. Si des hommes politiques ont “leurs” journalistes et leurs “revieweurs” de presse, leurs adversaires eux aussi s'en procurent à leur tour. Et bonjour la surenchère. Les rédactions savent pertinemment qu'elles sont visitées tous les jours par des décideurs qui, dès que l'article est publié, appellent immédiatement les revieweurs pour s'assurer que le sujet sera mis en relief par ces “spécialistes” de la théâtralisation.

La question de l'éthique et de la déontologie n'est pas toujours liée au manque

“Du fait d'un soi-disant principe de défense de la liberté, il ne faudrait pas laisser des gens profiter, de par ce moyen technologique, de positions de lâche anonymat et proférer des attaques qu'ils n'auraient pas le courage de dire publiquement.”

dans nos pays sont de la génération de la veille ou du début de nos indépendances ; habitués que nous sommes aux phénomènes qui sont contrôlables, ne serait-ce que sur le papier, même si c'est avec des lois que personne ne peut faire appliquer. Il faut donc se préparer à être constamment obligé de mener une course de rat-trapage pour tout ce qui est basé sur cette plate-forme qui est Internet.

Mais il y a quand même un problème sérieux qu'il faut revoir : c'est celui des forums en ligne où certaines attaques personnelles semblent souvent y aller dans tous les sens. On mélange vie privée et vie publique. Il faut tout de même prendre des mesures non ?

Je pense que cette question doit être abordée sous plusieurs angles. Premièrement, les administrateurs des sites Internet ont un intérêt à faire l'effort supplémentaire pour juguler l'utilisation pernicieuse et irresponsable qu'une minorité de leurs visiteurs fait de ces plate-formes démocratiques.

On me dira que c'est facile à dire qu'à faire ; car le modèle économique est tel que les revenus tirés de la publicité reposent sur le nombre de visites et que les

attaques injurieuses et diffamatoires. Cela est possible. Tous les sites des grands médias, avec des nombres visiteurs qui se chiffrent à des millions, arrivent à le faire.

S'ils ne le font pas, les politiques finiront par s'en mêler et mobiliser les législateurs pour faire adopter des lois qui vont freiner le développement de cet instrument fabuleux qui est le débat public par le Net. Car il ne faut surtout pas envisager de supprimer les forums.

D'une façon générale, la presse sénégalaise est très critiquée au niveau de l'opinion. On lui reproche beaucoup de choses, dont un déficit d'éthique, de déontologie, de professionnalisme etc., pensez-vous que ces critiques sont fondées ?

Ce n'est certainement pas moi qui vais nier que notre profession a de sérieux problèmes dans ces domaines que vous venez d'évoquer. Il y en a effectivement. La question est de savoir si on va chercher des raccourcis ou si nous devrions lui consacrer toute la réflexion et sérieux les problèmes en vue de leur trouver des solutions qui tiennent compte de toute la complexité du sujet.

de formation. L'école de journalisme ne peut vous enseigner l'honnêteté. Ces valeurs ne sont enseignées que par nos parents et notre société. Peut-être que la part que la formation peut y ajouter positivement est que le journaliste sorti d'une école sérieuse penserait toujours à ce que ses confrères diraient de son travail.

D'ailleurs, j'aurais bien voulu avoir des statistiques sur les cas de violations des règles d'éthique et de déontologie commises par des professionnels formés à l'école de journalisme, comparés aux violations dont les auteurs sont venus dans la profession par des voies autres que l'école. On ne nous a pas encore prouvé que les “invités” sont moins vertueux que les “professionnels”.

Ne pensez-vous pas qu'on ne met pas assez en valeur l'autre rôle positif de la presse, mission de veille et de surveillance de l'action publique ?

Il faut quand même reconnaître que les Sénégalais ont pris très au sérieux le travail de la presse dans son rôle de donner aux citoyens les moyens d'apprécier comment leur pays, qui est propriété commune, est géré. Les citoyens n'ont jamais voulu jeter le bébé avec l'eau du bain.



Cependant à côté de cette reconnaissance qui a permis la préservation d'un débat public vigoureux depuis le milieu des années 70, il y a la nouvelle dynamique de début de rejet populaire à cause de nos propres manquements.

Si certains responsables et journalistes ou d'autres qui ont accès à ce secteur, par des voies multiples, continuent d'utiliser ces plates-formes comme moyens de chantage et d'intimidation, nous allons directement vers des relations intenables entre nous et le public.

Le Cored (appelé tribunal des pairs) vient d'être installé pour connaître certains délits de presse. Quel devrait être le rôle de celui-ci ?

Pour le peu que je sais du fonctionnement des grandes démocraties en matière d'autorégulation du métier de journalisme, je considère que le Cored peut jouer un rôle important dans l'assainissement du métier, qui a besoin d'un sérieux coup de balai. Ce “tribunal” peut aider à faire respecter aux journalistes les règles du métier qu'ils violent ou égratignent. A ceux qui, en toute connaissance de cause, viennent dans cette profession pour commettre des violations ou même des délits, le Cored devra se donner les moyens de les démasquer dans une première étape. La deuxième serait probablement de les renvoyer devant les tribunaux ordinaires.

Les médecins, les avocats, les architectes, les notaires (et que sais-je encore ?) n'ont-ils pas leurs ordres ou chambres dirigés par les pairs ? Après tout, on dit que l'écritoire est plus puissante que le sabre. Si c'est le cas, les spécialistes de l'écritoire pourraient plus discipliner leurs confrères qui manient les mêmes armes.

Vous avez passé une grande partie de votre vie aux Etats-Unis d'Amérique, un pays connu surtout pour avoir une presse très dynamique. Lorsque vous comparez avec un pays comme le Sénégal, qu'est-ce que vous voyez exactement ?

Les Etats-Unis ont une particularité significative : De toutes les démocraties occidentales, elle est peut-être la plus jeune. Elle est issue d'une révolution violente contre le colonisateur anglais. Un colonisateur qui s'était dressé contre la liberté d'expression des colonisés. Les Pères fondateurs avaient mené concomitamment la guerre d'indépendance et les vigoureux débats sur le système qui devaient servir de base pour la nouvelle

gouvernance. C'est cela qui explique qu'à la place d'un article sur l'Unité nationale dans le Premier amendement de la constitution américaine, on y consacre le fait que l'Etat n'aura jamais le droit d'édicter des lois qui enfreignent la liberté d'expression.

En plus, de par la loi, le gouvernement américain est interdit de posséder des moyens de propagande sur son territoire. Pas de radio, pas de télévision, pas de journal ou aucune autre masse média. Les médias électroniques tels que la Voix de l'Amérique ne peuvent être diffusés à l'intérieur du pays.

Par contre nous, nous sommes héritiers de système centralisé ou « l'intérêt » de l'Etat prime sur celui du citoyen. C'est pourquoi, il est difficile de faire la comparaison de prime à bord. Il est d'autant plus difficile de le faire entre une presse vieille de plus de deux siècles et une presse qui est jeune de moins 30 ans.

Après tout, cette fameuse presse américaine tant considérée comme étant très sérieuse et crédible, a vécu elle aussi ses pages sombres. Georges Pulitzer, qui donne son nom au prix le prestigieux pour un journaliste dans le monde, a eu à diriger des journaux qui ont déclenché des guerres dans les Amériques simplement à cause de la concurrence féroce de l'époque. Ce n'est que plus tard dans sa vie que Pulitzer a décidé que l'intérêt national devait primer sur la concurrence.

Donc il faut que nous acceptions que la presse sénégalaise soit la presse de son âge, de son contexte historique, de son environnement économique fragile etc. C'est pour dire que la presse sénégalaise est le reflet de sa société.

Vous avez assuré la fonction de conseiller en communication de l'ancien Premier ministre Aminata Touré. Si la séparation avec le Président a été rude, comment appréciez-vous aujourd'hui les retrouvailles annoncées entre les deux ?

C'est vrai que j'ai eu le privilège de travailler avec la très compétente équipe de communication de l'ancien Premier ministre Aminata Touré, comme je le fais aujourd'hui avec les services du Président Macky Sall et d'autres structures de l'Etat. Mais j'avoue que je ne suis pas au courant d'une séparation politique entre Macky Sall et Aminata Touré. De la même manière, je n'ai pas de raisons de douter que si votre journal EnQuête dit qu'il y avait une absence de contacts directs entre les deux responsables et que les ponts sont rétablis, ce soit le cas. ■

HOMMES

Les Etats-Unis sans contestation

Dotés d'une adresse longtemps irréaliste à trois points, les Américains ont mis la main sur la finale dès le premier quart-temps et écrasé la Serbie (129-92), dimanche à Madrid. Avec ce cinquième titre, les Etats-Unis égalent le record détenu depuis 2002 par l'ex-Yougoslavie.

Face aux Serbes, les Français ont fait mieux que les Américains puisqu'ils avaient limité Milos Teodosic et ses équipiers à 90 points en demi-finale, contre 92 pour l'équipe de Coach K. A part ça... Team USA a montré comment faire rentrer la Serbie dans le rang, ce que n'avait pas su faire les Bleus : avoir une adresse surréaliste (10/15 à 3 points à la mi-temps !), tout écraser sur son passage grâce à des capacités athlétiques hors-norme, avoir une qualité à peu près égale du premier au douzième joueur. Oui mais ça, il n'y a que les Américains qui le peuvent, eux qui sont invaincus depuis... la demi-finale du Mondial 2006 (face à la Grèce).

Les Espagnols espéraient montrer qu'ils avaient aussi ça en eux, mais les Français sont passés par là entre temps, les sortant en quarts de finale (65-52). La finale "idéale" ayant été décommandée, il n'y pas eu de finale. Les Serbes n'ont gardé le contrôle de

la situation que pendant quatre grosses minutes, les premières, au bout desquelles ils menaient de huit points (7-15). Les Etats-Unis ont répondu par un 15-0 qui annonçait le reste de la soirée, à savoir un cavalier seul jusqu'à leur cinquième titre (après 1954, 1986, 1994 et 2010), ce qui leur permet d'égaler le record de la Yougoslavie devenue ensuite Serbie-Monténégro (1970, 1978, 1990, 1998, 2002).

La Serbie a souffert d'un harcèlement permanent quand elle attaquait, ce qui a limité l'impact de ses arrières créateurs, Teodosic (10 points) et Bogdan Bogdanovic (15 points mais à 5/17). Si elle a marqué 92 points, c'est parce qu'elle a profité du rythme hyper rapide impulsé par son adversaire. Elle n'a pas su ou pu non plus choisir son poison, tout les Américains s'y mettant, même si Kyrie Irving a plus particulièrement crevé l'écran (26 points, 6/6 à 3 points). C'est d'ailleurs lui, le futur équipier de LeBron

James et Kevin Love à Cleveland qui a été élu MVP du tournoi. Mais sincèrement, au moins la moitié de son équipe pouvait briguer ce trophée.

Les Bleus arrachent le bronze

Sur des ressorts, les Bleus sautillent sur le parquet du Palacio de Deportes de Madrid. Ils hurlent, exultent. Une médaille de bronze historique, la première jamais acquise par une équipe de France dans une Coupe du monde, récompense leur épique parcours espagnol. Au lendemain de la défaite concédée en demi-finale contre la Serbie (85-90), les hommes de Vincent Collet se sont relevés contre la Lituanie (95-93). Ils sont pourtant passés par tous les sentiments durant ce match de classement. D'abord en jambes et devant au score, les Bleus ont ensuite calé, jusqu'à se retrouver menés de 7 points dans le troisième quart-temps, avant de renverser leur adversaire en fin de rencontre. ■

(LEQUIPE.FR)



Irving MVP, Batum dans le meilleur cinq

Auteur d'une fin de tournoi retentissante (62 points en deux matches), Nicolas Batum a été élu dans le meilleur cinq de la Coupe du monde. "C'est ma mère qui va être contente...", a réagi l'ailier normand, meilleur marqueur de l'équipe de France (14,6 points), sur Canal+ Sport. C'est une petite consécration, individuelle mais surtout par rapport à l'équipe. Ça me fait énormément plaisir. J'ai eu du mal à m'adapter au début mais avant les demi-finales, j'ai juste arrêté de réfléchir. Puisqu'on me disait que je devais être le leader de l'équipe, je me suis libéré et j'ai joué comme je sais jouer". Batum est accompagné dans le meilleur cinq par le meneur américain, élu MVP de la compétition après avoir réussi une finale somptueuse (26 points à 10/13, 6/6 à 3 points, en 24 minutes), son compatriote Kenneth Faried, le meneur serbe Milos Teodosic et l'intérieur espagnol Pau Gasol. ■

REVUE TOUT TERRAIN

ASSE

Ruffier tacle les consultants

Stéphane Ruffier n'a pas franchement apprécié les commentaires moqueurs de certains journalistes ou consultants après sa boulette face au PSG (0-5). Le gardien de l'AS Saint Etienne l'a fait savoir sur Canal+. "Ça ne sert à rien de continuer à en parler, comme le font certains journalistes, a réagi le portier, quelque peu agacé. Certains m'ont attaqué. Quand on ne fait rien, c'est sûr que l'on ne fait pas d'erreur. Il y en a beaucoup qui ont vécu des choses en tant que joueur avant, et qui ont beaucoup parlé. Ces personnes-là étaient apparemment parfaites avant, quand elles jouaient. Ces personnes parfaites, j'aimerais les rencontrer pour savoir comment elles font. Ça m'intéresse de savoir leur secret. Je ne parle pas de tout le monde, il y a des gens qui ont été très bien, mais d'autres ont été très méchants. Ce n'est pas grave, ça fait partie du football. Mais quand même j'aimerais rencontrer ces gens-là pour savoir comment ils font pour être aussi parfaits".

COUPE DU MONDE 2022

Pas de sanction pour le Qatar ?

Le 5 septembre dernier, Michael J. Garcia, chargé d'enquêter sur les conditions d'attribution des Mondiaux 2018 et 2022 à la Russie et au Qatar, a remis son rapport à la chambre de jugement de la commission d'éthique de la FIFA. Dans son édition de ce dimanche, le Sunday Times croit savoir que l'Américain ne préconise aucune sanction à l'encontre de la candidature du Qatar en 2022. Si la FIFA a affirmé dans un communiqué que la décision sera "publiée", elle n'en a pas précisé la date.

REAL - CASILLAS

"Je me sens responsable"



Après le revers du Real Madrid, samedi à Santiago-Bernabeu contre l'Atlético lors de la 3e journée de Liga (1-2), Iker Casillas, le capitaine des Merengue, a reconnu au micro de Canal+ Espagne se sentir "responsable en tant que gardien" des nombreux buts encaissés par son équipe sur des coups de pieds arrêtés. Cela a encore été le cas face aux Colchoneros, sur un corner de Koke repris de la tête par Tiago (1-0, 10e).

"Si le public pense qu'il faut siffler..."

"Je me sens responsable et il faut accepter une part de culpabilité. Tous ensemble, nous devons régler ce problème récurrent", a-t-il avoué, reconnaissant l'existence d'une "petite psychose". Le capitaine du Real a été constamment sifflé pendant la rencontre par une partie de ses propres supporters. "Le public est souverain. S'il pense qu'il faut siffler, il faut l'encaisser et continuer à travailler. Nous devons essayer de changer la dynamique. C'est leur droit et il ne me reste qu'à répondre à ma manière, en jouant au football", leur a répondu "San Iker".

BAYERN

Badstuber encore opéré

Blessé lors de la rencontre contre le VfB Stuttgart samedi (2-0), Holger Badstuber souffre d'une déchirure d'un tendon à la cuisse gauche. Le défenseur du Bayern Munich, qui retrouvait cette saison les terrains après dix-neuf mois d'absence à cause de deux ruptures des ligaments croisés, va devoir se faire opérer. Son absence est estimée à trois mois. "Evidemment que je suis très déçu, mais je sais désormais comment faire face à une telle situation. Je ne vais pas abandonner", a-t-il assuré sur le site du club bavarois.

ARSENAL

Mathieu Debuchy, entorse à la cheville

Sorti sur une civière lors d'Arsenal-Manchester City, samedi après-midi (2-2), Mathieu Debuchy souffre d'une "vilaine entorse à la cheville", a expliqué son entraîneur Arsène Wenger. "On ne sait pas combien de temps il sera indisponible. Cela ne se présente pas trop bien et il faut voir comment cela évolue", a poursuivi le technicien français. Une certitude : le latéral français de 29 ans ne disputera pas la rencontre contre le Borussia Dortmund, mardi en Ligue des champions, puisqu'il est suspendu.

PREMIER LEAGUE

Rooney égale Thierry Henry !

Buteur lors du match de Manchester United face à QPR (4-0), Wayne Rooney a égalé Thierry Henry au total de buts inscrits en Premier League, avec 175 unités. En marquant le troisième but des siens, Wayne Rooney devient le troisième joueur à avoir le plus marqué dans le championnat britannique. Le record de réalisations en Premier League appartient toujours à Alan

Shearer (260 buts), Andy Cole est quant à lui classé deuxième avec 187 réalisations.

MU

Un échange de choix avec l'AS Rome ?

Le Néerlandais Kevin Strootman fait décidément parler de lui dans la colonne des transferts de la presse en ce moment. Cibléd par plusieurs écuries européennes, il serait la cible prioritaire de Manchester United dès le mercato hivernal en janvier. C'est ce qu'affirme le Sunday People. Si Walter Sabatini a fait savoir que Strootman n'était pas à vendre, Louis van Gaal ne désespère pas et fera tout pour le faire signer à United. Quitte à lâcher Juan Mata, comme l'indique le média britannique. Un échange Mata-Strootman serait ainsi à l'étude.

CYCLISME

Contador remporte la Vuelta pour la 3e fois

Alberto Contador a officiellement remporté le Tour d'Espagne 2014 dimanche à l'issue d'un contre-la-montre de 9,7 km dominé par Adriano Malori. Pour l'Espagnol, c'est une troisième Vuelta à son palmarès (après 2008 et 2012) et un petit miracle deux mois après son abandon au Tour de France.

CHAMP. EUROPE

FRANCE - 5E JOURNEE

Lyon - Monaco 2-1
Rennes - PSG 1-1
Montpellier - Lorient 1-0
Saint-Etienne - Caen 1-0
Bastia - Lens 1-1
Reims - Toulouse 2-0
Nice - Metz 1-0
Lille - Nantes 2-0
Guingamp - Bordeaux 2-1
Evian-TG - Marseille 1-3

ANGLETERRE - 4E JOURNEE

Arsenal - Man City 2-2
Chelsea - Swansea 4-2
Sunderland - Tottenham 2-2
Southampton - Newcastle 4-0
Stoke City - Leicester 0-1
West Brom - Everton 0-2
Crystal Palace - Burnley 0-0
Liverpool - Aston Villa 0-1
Man U - QPR 4-0
Aujourd'hui
19h Hull City - West Ham

ESPAGNE - 3E JOURNEE

Almeria - Cordoue 1-1
Barcelone - Athl. Bilbao 2-0
Malaga - Levante 0-0
Real Madrid - Atlético Madrid 1-2
Celta Vigo - Real Sociedad 2-2
Rayo Vallecano - Elche 2-3
Valence - Espanyol 3-1
FC Séville - Getafe 2-0
Granada - Villarreal 0-0
Aujourd'hui
18h45 Eibar - La Corogne

ITALIE - 2E JOURNEE

Empoli - AS Roma 0-1
Juventus - Udinese 2-0
Sampdoria - Torino 2-0
Naples - Chievo Vérone 0-1
Lazio Rome - Cesena 3-0
Cagliari - Atalanta 1-2
Inter Milan - Sassuolo 7-0
Fiorentina - Genoa 0-0
Parma - AC Milan 4-5
Aujourd'hui
18h45 Hellas Vérone - Palerme

ALLEMAGNE - 3E JOURNEE

Leverkusen - Werder Brême 3-3
Paderborn - Cologne 0-0
Hoffenheim - Wolfsburg 1-1
Bayern Munich - Stuttgart 2-0
Dortmund - Fribourg 3-1
Hertha Berlin - Mayence 1-3
M'Gladbach - Schalke 4-1
Francfort - Augsburg 0-1
Hanovre - Hambourg 2-0

FOOT - NOS LIONS DU WEEK-END

Baye O. Niasse et Dramé répondent à Giresse

Écarté pour les deux matches des Lions contre l'Égypte et le Botswana, Baye Oumar Niasse (Lokomotiv Moscou) a marqué avec son club. Lamine Sané (Bordeaux) a perdu la tête chez Moustapha Diallo de Guingamp.

■ ADAMA COLY

Niasse se "rebelle"

"Les garçons qui ne sont pas appelés l'ont été parce qu'ils ont peu de temps de jeu en ce début de championnat, a expliqué Alain Giresse lors de la publication de la liste des 23 Lions retenus pour les matches contre l'Égypte (5 septembre à Dakar) et le Botswana (10 septembre)... Concernant Niasse, il a franchi un palier en jouant au Lokomotiv (Moscou). Mais il n'a pas enchaîné une série de matches". Le Sénégal a certes gagné ses deux matches sur le même score sans Baye Oumar Niasse. Mais l'ancien attaquant de l'Union sportive de Ouakam (Uso) a tenu à répondre à son sélectionneur



Boukary Dramé

sur le terrain. Grâce à lui, le Lokomotiv Moscou (9e, 9 points) a pu arracher le nul (1-1) sur la pelouse de M. Saransk (10e, 8 points), lors de la 7e journée. Et il n'a eu besoin que de 8 minutes pour égaliser après l'ouverture du score par Vasin (14e). Entré à la 60e à la place de Roman Pavlyuchenko, Baye Oumar Niasse a remis les pendules à l'heure à la 68e minute.

Dramé se signale

Lui non plus n'était pas présent lors du dernier regroupement de la Tanière. Et à l'image de Baye O. Niasse, Boukary Dramé s'est distingué ce dimanche comme pour se signaler pour les prochaines sorties de l'équipe nationale du Sénégal.

Titulaire avec Atalanta (6e, 4 points) lors de la 2e journée en Série A italienne, l'arrière gauche des Lions a offert une passe décisive à Estigarribia pour l'ouverture du score (4e). Boakye (67e) a corsé l'addition avant que Cossu de Cagliari (14e, 1 point) ne réduise la marque sur penalty (85e). Seule tache noire, Boukary Dramé, transféré cet été en provenance du Chievo Vérone, a écopé d'un carton jaune (87e).

Moustapha Diallo gifle Sané

Lamine Sané va certainement en vouloir à Moustapha Diallo. A cause de l'ancien milieu de terrain du Jaraaf de Dakar, le Bordelais a perdu à Guingamp et la tête du championnat de France de Ligue 1. Leader avant cette 5e journée, les Girondins ont été battus (2-1) à Guingamp. C'est Moustapha Diallo qui a mis son équipe sur la bonne marche. Avec sa grande taille, le milieu breton a repris victorieusement, de la tête, un coup franc exécuté par Sylvain Marveaux (26e). Son coéquipier Mandanne a transformé un penalty pour mettre son équipe à l'abri (34e). Avec cette défaite, Bordeaux (10 points) est rétrogradé à la troisième place alors que Guingamp (16e) sort de la zone rouge avec 6 points. ■

NAVÉTANE À PIKINE

Le Dg de l'ARTP offre 3 millions à 15 zones

L'Organisme départemental de Coordination des Activités de Vacances (ODCAV) de Pikine a reçu des mains du directeur général de l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP), Abdou Karim Sall, une subvention d'une valeur de 3 millions. La cérémonie de remise a eu lieu hier à Pikine. Le président de l'ODCAV de Pikine, Boy Sy, a saisi l'occasion pour faire un plaidoyer pour le retour des sponsors dans les activités de "navétanes" (championnats populaires). Une demande qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd puisque que M. Sall a non seulement promis son appui personnel au mouvement mais aussi que la structure qu'il dirige va venir en aide aux hommes de cette activité de vacances. "Nous allons vous appuyer dans plusieurs endroits. Il sera aussi question pour nous de vous venir en aide dans le cadre de la recherche d'emploi. J'ai décidé de sceller un partenariat avec l'ODCAV. Et dans ce registre aussi, je vais appuyer plusieurs ASC (Associations sportives et culturelles) car c'est un vieux rêve qui vient de se réaliser", a dit le coordinateur de la convergence des cadres républicains de Pikine. L'édile de la ville de Pikine, pour sa part, a soutenu que la mairie va subventionner l'ODCAV à hauteur de 25 millions.

CHEIKH THIAM

JEANNE D'ARC DE DAKAR - LIBERTÉ PROVISOIRE POUR MOMAR NDIAYE, PAPE DIENG ET CONSORTS

Les JA-mans "n'acceptent pas que le dossier soit classé sans suite"...

■ ADAMA COLY

La liberté provisoire dont ont bénéficié, début août, Momar Ndiaye (photo), Pape Abdou Dieng et consorts ne plaît pas à la famille de la Jeanne d'Arc (JA). Dans un communiqué reçu à notre rédaction, les Sections sportives, l'Amicale des anciens footballeurs, les représentants des signataires de la pétition, réunis le samedi, ont dit avoir "pris acte de la liberté provisoire" et affirmé "respecter les décisions de justice et les institutions (du) pays". "Cependant, nous attirons l'attention des autorités judiciaires ainsi que celle du président de République, gardien de la Constitution, de veiller à ce que les intérêts de la Jeanne d'Arc de Dakar soient sauvs. Nous ne saurions accepter que ce dossier soit classé à pertes et profits. Tous les membres signataires (plus de 100) restent à l'écoute et mettent en garde toutes les personnes qui usent de trafic d'influence pour classer cette affaire", ont écrit ces JA-mans, qui dénoncent par ailleurs "ceux qui profitent des émissions à la télé pour donner un quitus au principal auteur des faits, inculpé d'ailleurs par le juge, non sans savoir que cette personne n'a bénéficié que d'une liberté provisoire". "Nous demandons à toutes ces personnes de s'abstenir de s'ingérer dans les

affaires internes à notre club pour ne s'occuper que de leur club. Même si nous pouvons comprendre leur proximité avec ces personnes", ont-ils poursuivi.

...Et dénoncent "le deux poids deux mesures de la FSF"

Ils ne se sont pas arrêtés à dénoncer. "Nous demandons la radiation pure et simple par le CNOSS et toutes les fédérations sportives de toutes les personnes inculpées dans cette

affaire qui a causé un préjudice moral, financier et sportif à la JA. Ces individus ne doivent plus intervenir dans les associations sportives du pays ni dans les instances", estiment-ils avant d'ajouter : "Le silence de la fédération de football nous inquiète alors que des courriers lui ont été transmis. L'affaire As Pikine est encore fraîche dans nos mémoires. Pourquoi deux poids deux mesures. Les intérêts supérieurs de la JA doivent être au-dessus de tout esprit par-



ATHLÉTISME - AFRIQUE - COUPE CONTINENTALE

Près d'un milliard et demi de francs à distribuer

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) va verser quelque 2,9 millions de dollars soit environ un milliard et demi de francs Cfa en primes à l'occasion de la Coupe intercontinentale qui débute ce samedi au Grand Stade de Marrakech (Maroc), annonce le site de l'instance dirigeante de l'athlétisme mondial. L'édition 2014 de cette coupe continentale, une des compétitions phares de l'IAAF qui sera clôturée dimanche, mettra aux prises les athlètes organisés en quatre équipes : l'Afrique, l'Amérique, l'Asie-Pacifique et l'Europe, précise la même source. Un total de 2 millions 628.000 dollars seront versés pour les vainqueurs des 36 épreuves individuelles tandis que la prime totale pour les relais est de l'ordre de 272.000 dollars.

30.000 dollars pour le vainqueur d'une épreuve individuelle

Le vainqueur d'une épreuve individuelle empochera la somme de 30.000 dollars soit 15 millions de francs. L'athlète arrivé dernier de la finale d'une épreuve empochera tout de même 1000 dollars, soit environ 500.000 francs Cfa. Pour les épreuves de relais, l'équipe gagnante percevra 15 millions de francs et la dernière, la 4e percevra 8000 dollars soit environ quatre millions de francs. La Coupe continentale ne sera pas qu'une histoire de distribution de primes puisqu'elle sera l'occasion pour les athlètes de faire briller les couleurs de leur sélection à l'image de la Sénégalaise Amy Sène, vice-championne d'Afrique du lancer du marteau, qui sera dans l'équipe africaine. La médaille d'or dans une épreuve individuelle équivaut à 8 points et la 8e place est notée un point. Les relais sont notés de 15 points pour l'or à trois points pour la 4e place. Chacune des quatre équipes présentes composées de filles et de garçons, aura droit à deux représentants par épreuve. Aucun athlète ne fera le doublé 3000 et 5000m, ajoute le document. Le Sénégalais Lamine Diack dirige l'IAAF depuis 1999. Il a décidé de quitter la structure en 2015 pour, dit-il, se "consacrer" à ses petits-enfants. ■

(APS)

tisan ou de copinage au niveau des instances fédérales et de leur démembrement. La JA ne mérite pas le traitement dont il fait l'objet au niveau de la fédération et des Ligues concernées".

La réunion tenue avec les représentants des sections de basket (Cheikh Fall, directeur technique), de handball (Aziz Diouf, directeur technique), de foot (Médoune Guèye, vice-président) et d'athlétisme (Antoine Mbengue, technicien) a été l'occasion pour relever certaines pratiques. "Nous savons que les 22 terrains situés à Mbao dans le lotissement BAOBAB et consignés par monsieur ALDASORO, PDG de la FINASEN, acquéreur du cinéma Liberté auprès du Gie GECCO au cabinet du notaire Me Moustapha Ndiaye et Me Diawara et associés, aiguisent les appétits de 2 ou 3 personnes que nous connaissons. La valeur de ces terrains est de 330 millions et représente le montant avancé à l'époque par l'ex-président (tiré sur l'acompte de Benja) pour une acquisition jamais réalisée pour le compte de la JA".

L'ancien président de la Jeanne d'Arc de Dakar, Momar Ndiaye et le trésorier dudit club, Pape Abdou Dieng, ont été inculpés pour détournement estimé à 1,6 milliard F Cfa. Un montant issu de la vente d'un terrain de 20 043 m² situé à Sotrac Mermoz que Momar Ndiaye avait aliéné en juillet 2008. Selon le plaignant Moussa Yoro Camara, c'est un bureau de 15 membres qui a ordonné la vente du terrain. ■